

Relations

POUR QUI VEUT
UNE SOCIÉTÉ JUSTE

NUMÉRO 805 DÉCEMBRE 2019

CE QUE L'HIVER NOUS DIT DE NOUS

L'INDE FRAPPÉE
PAR LA CRISE
ÉCOLOGIQUE

ARTISTE INVITÉ:
JEAN-FRANÇOIS LEBLANC



7,00 \$



Relations

NUMÉRO 805 NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2019

Fondée en 1941

La revue Relations est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites. Depuis plus de 75 ans, Relations œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les personnes exclues et appauvries. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques, environnementaux et religieux de notre époque.



24

- 5 ÉDITORIAL**
LE PRIX DE LA GRÂCE Jean-Claude Ravet
- ACTUALITÉS**
- 6 VICTOIRE POUR BDS-QUÉBEC** Lorraine Guay
- 7 GUATEMALA : GO À LA CORRUPTION!** Eliane Hauri et Marie-Dominik Langlois
- 10 VERS LA DÉMOCRATIE AU SOUDAN?** Duha Elmardi
- 12 DÉBAT**
50 ANS APRÈS SA FONDATION, L'UQAM EST-ELLE DEMEURÉE FIDÈLE À SES RACINES? Louise Briand et Jean-Marc Fontan
- 31 AILLEURS**
EN INDE, LA POPULATION FRAPPÉE PAR DE GRAVES CRISES ÉCOLOGIQUES Pradeep W. K.
- 34 REGARD**
SORTIR DE L'OTAN, UNE EXIGENCE Raymond Legault
- 37 CONCOURS « JEUNES VOIX ENGAGÉES »**
AU-DELÀ DE LA TRANSITION : RENOUER AVEC LES RACINES DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE Simon Chaunu
- 41 SUR LES PAS D'IGNACE**
POUR UNE ÉCOLOGIE INTÉGRALE Román Guridi
- 42 CHRONIQUE LITTÉRAIRE** de Violaine Forest
2. IN CARCERE
- 45 QUESTIONS DE SENS**
L'ENRACINEMENT Bernard Senécal
- RECENSIONS**
- 46 LIVRES**
- 49 DOCUMENTAIRE**
- 50 LE CARNET** de Marie-Célie Agnant
ZONES DE COLÈRE

DIRECTRICE
Élisabeth Garant
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet
RÉDACTRICE EN CHEF
ADJOINTE
Catherine Caron
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION
Emiliano Arpin-Simonetti,
Christophe Genois-Lefrançois
MAQUETTE GRAPHIQUE
Mathilde Hébert
RÉALISATION GRAPHIQUE
tatou.ca
ILLUSTRATIONS
Jacques Goldstyn, Benoit Aquin
RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé
Marc-Olivier Vallée

COMITÉ DE RÉDACTION
Marie-Célie Agnant, Frédéric Barriault, Gilles Bibeau, Mélanie Chabot, Eve-Lyne Couturier, Mireille D'Astous, Claire Doran, Céline Dubé, Jonathan Durand Folco, Lorraine Guay, Mouloud Idir, Rolande Pinard, Louis Rousseau, Michaël Séguin, Julien Simard
COLLABORATEURS
Gregory Baum †, André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Amélie Descheneau-Guay, Violaine Forest, Bernard Senécal, Marco Veilleux

IMPRESSION HLN
sur du papier recyclé contenant 100 % de fibres post-consommation.

DISTRIBUTION
Disticor Magazine Distribution Services

ENVOI POSTAL
Citéposte CFG

Relations est membre de la SODEP et de l'AMÉCO.
Ses articles sont répertoriés dans *Érudit*, *Repère*, EBSCO et dans *l'Index de périodiques canadiens*.

SERVICE D'ABONNEMENT
SODEP (Revue Relations)
C.P. 160, succ. Place-d'Armes
Montréal (Québec) H2Y 3E9
514-397-8670
abonnement@sodep.qc.ca

ABONNEMENT EN LIGNE
www.revuerelations.qc.ca

TPS: R119003952
TVQ: 1006003784

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec: ISSN 0034-3781
ISSN (version numérique): 1929-3097
ISBN (version imprimée):
978-2-924346-52-5
ISBN (VERSION PDF):
978-2-924346-53-2

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél.: 514-387-2541, poste 279
relations@cjf.qc.ca
www.revuerelations.qc.ca

Nous reconnaissons
l'appui financier
du gouvernement du Canada

Canada

POUR QUI VEUT
UNE SOCIÉTÉ JUSTE



Jean-François LeBlanc

DOSSIER

- 14 CE QUE L'HIVER NOUS DIT DE NOUS**
Jean-Claude Ravet
- 17 PENSER L'HIVER**
Daniel Chartier
- 20 MON HIVER, CE N'EST PAS UN HIVER...
C'EST PAYS...**
Jean Morisset
- 22 EXTRAIT DU LIVRE DE EMMANUELLE WALTER,
LE CENTRE DU MONDE (LUX, 2016)**
- 23 MONTRÉAL ATTACHE SA TUQUE**
Caoimhe Isha Beaulé
- 25 VIEILLIR ENCABANÉS L'HIVER ?**
Julien Simard
- 27 LE FROID, C'EST COMME UN SERPENT**
Christophe Genois-Lefrançois
- 28 DEVENIR UNE SAISON**
Ouanessa Younsi

ARTISTE INVITÉ

Bachelier ès arts en communication de l'Université du Québec à Montréal, **Jean-François LeBlanc** pratique le métier de photographe depuis 35 ans. Le photoreportage et la photographie humaniste constituent ses modes d'expression privilégiés. L'être humain dans son environnement, ses actions et ses préoccupations ont toujours été au centre de ses intérêts et de sa création. En 1987, il fonde à Montréal l'Agence Stock Photo, un collectif de photographes reconnu et toujours actif. Durant les années 1990, il publie de nombreuses photographies dans *Relations*. Récipiendaire de bourses des conseils des Arts du Canada et du Québec, son travail a été largement exposé au Québec et à l'étranger, notamment, au Musée canadien de la photographie contemporaine, au Musée du Panthéon national haïtien de Port-au-Prince en Haïti, durant le Mes de la Fotografia de Merida, au Mexique, ainsi qu'aux Rencontres internationales de la photo d'Arles, en France. On retrouve ses photographies dans les collections du Musée national des beaux-arts du Québec, du réseau Accès culture de la Ville de Montréal et dans plusieurs autres collections publiques et privées. <jfleblancphoto.com>.



16

OFFREZ UN ABONNEMENT EN CADEAU
OU **ABONNEZ-VOUS** À

CONCOURS

Relations

...et courez la chance de gagner :

un cadre avec cette belle photographie hivernale
de Jean-François LeBlanc qui illustre la
couverture de notre dossier de décembre.

Valeur : 500 \$

Dimension : photo 12 x 18, cadre 16 x 24.

Bonne chance!

Détails du concours :

bit.ly/ConcoursNoël2019Relations



Nouveau recueil du secteur Vivre ensemble
du Centre justice et foi
**Migrations et droits:
un défi démocratique**

LANCEMENT

LE MERCREDI 20 NOVEMBRE 2019, 19H

MAISON BELLARMIN

25, RUE JARRY OUEST, MONTRÉAL.

**Vivre
ensemble**

À cette occasion, il y aura une projection
du documentaire *Témoins de l'exil* de Danièle Bélanger,
avec la collaboration de la Chaire de recherche du Canada
sur les dynamiques migratoires mondiales.

POUR PLUS D'INFORMATIONS ET POUR VOUS PROCURER LE RECUEIL : < CJF.QC.CA >

LE PRIX DE LA GRÂCE

L'action de désobéissance civile du 8 octobre dernier à Montréal a donné lieu à une déferlante de hargne dans les médias sociaux, comme on pouvait s'y attendre. Certains ont même taxé de terroristes les trois intrépides du mouvement Extinction Rébellion qui ont escaladé la charpente du pont Jacques-Cartier, obligeant la police à bloquer ses accès aux automobilistes, en pleine heure de pointe. La plupart des grands médias n'ont pas été tendres envers ces militants – qui voulaient interpeller le gouvernement pour qu'il engage rapidement la société sur la voie de sortie des hydrocarbures –, tout comme la classe politique, à l'exception de Québec solidaire qui fut sommé de condamner ces gestes « antidémocratiques », chose qu'il a heureusement refusé de faire.

Que penser de ces réactions virulentes à l'égard d'écologistes qui, au nom de l'urgence climatique, décident d'enfreindre les lois de manière non-violente pour se faire entendre et d'en assumer les conséquences? Le tumulte médiatique entourant ce geste de désobéissance civile – auquel l'émission *Tout le monde en parle* a immédiatement fait écho en invitant deux des trois militants qui ont escaladé le pont – ramène à l'avant-plan la mentalité dominante dans notre société, extrêmement problématique, pur produit de l'économicisme ambiant et de l'intériorisation de ses diktats et de sa vision du monde.

N'est-ce pas, au fond, au nom du sacro-saint *homo œconomicus* que beaucoup de gens s'insurgent contre ces empêcheurs de tourner en rond? Chacun en effet, est constamment renvoyé à soi comme à un individu sans attache, déraciné de son environnement, porté par un rationalisme marchand, pour qui seuls comptent ses intérêts sonnants et trébuchants. Comme si ce n'était pas précisément de cette manière de vivre et de se rapporter au monde qu'il fallait sortir au plus vite si nous voulons éviter le pire. Comme si cette vision étriquée de l'humain n'était pas une fiction néolibérale participant pleinement de la crise écologique qui ravage la planète en ne servant que les intérêts financiers des tenants de la gigantesque usine à fabriquer des capitaux qui triture le monde.

C'est sur cet imaginaire collectif que la société capitaliste s'est bâtie, en rompant radicalement les liens qui unissent les humains avec la nature, en dissociant la liberté de la responsabilité à l'égard du monde. Et quand des personnes osent ébranler ce socle et rappeler ces liens et cette responsabilité à la conscience de leurs concitoyens et au devoir des politiciens, elles sont irrémédiablement pointées d'un doigt accusateur.

Or, l'un des fruits précieux de la désobéissance civile est justement de faire prendre conscience – parfois en choquant, en dérangeant et en bousculant les habitudes – de



Jean-François LeBlanc, *Jardin de cristaux*

la nécessité d'interrompre la chaîne de production de l'injustice, en refusant d'y prêter son concours. La tâche est urgente, tant l'utopie désastreuse de la croissance infinie dans un monde fini a fragilisé à l'extrême les écosystèmes et rendu incertain l'avenir humain.

À *Relations*, nous nous efforçons d'y travailler, numéro après numéro, par nos analyses, nos réflexions et l'apport d'artistes complices. Nous aimons croire que la revue aide à animer le combat contre la fatalité et à sortir de la torpeur de l'impuissance. En témoigne la gratitude que de nombreux lecteurs et lectrices nous ont exprimée au fil des ans quant au rôle bénéfique que la revue joue dans leur vie. À leur voix, je veux aujourd'hui joindre la mienne pour dire la chance, voire la grâce que j'ai eue, il y a déjà bientôt 20 ans, d'être accueilli dans l'équipe de rédaction de *Relations* et d'y œuvrer tout au long de ces années, avec des consœurs et des confrères inspirants. J'ai pu ainsi participer du dedans aux festivités entourant le 60^e (2001), le 70^e (2011) et le 75^e (2016) anniversaires de la revue, où lecteurs et lectrices, collaborateurs et collaboratrices, anciens comme nouveaux ont eu l'occasion de se rassembler pour dire l'importance d'une revue comme la nôtre au Québec. J'y serai aussi pour ses 80 ans, en 2021, non pas cette fois comme rédacteur en chef, mais en fidèle lecteur et compagnon de route, admirateur dans l'ombre du merveilleux travail de l'équipe de rédaction renouvelée, qui continuera dès janvier 2020 à jeter avec dévouement un regard perçant sur les grands enjeux de société et à nourrir en nous l'amour du monde, si essentiel en ces temps de disette.

Je souhaite à *Relations* longue vie pour la suite du monde.

Jean-Claude Ravet

VICTOIRE POUR BDS-QUÉBEC

Grâce à la campagne de la Coalition, le courant est coupé entre Hydro-Québec et la Israel Electric Corporation.

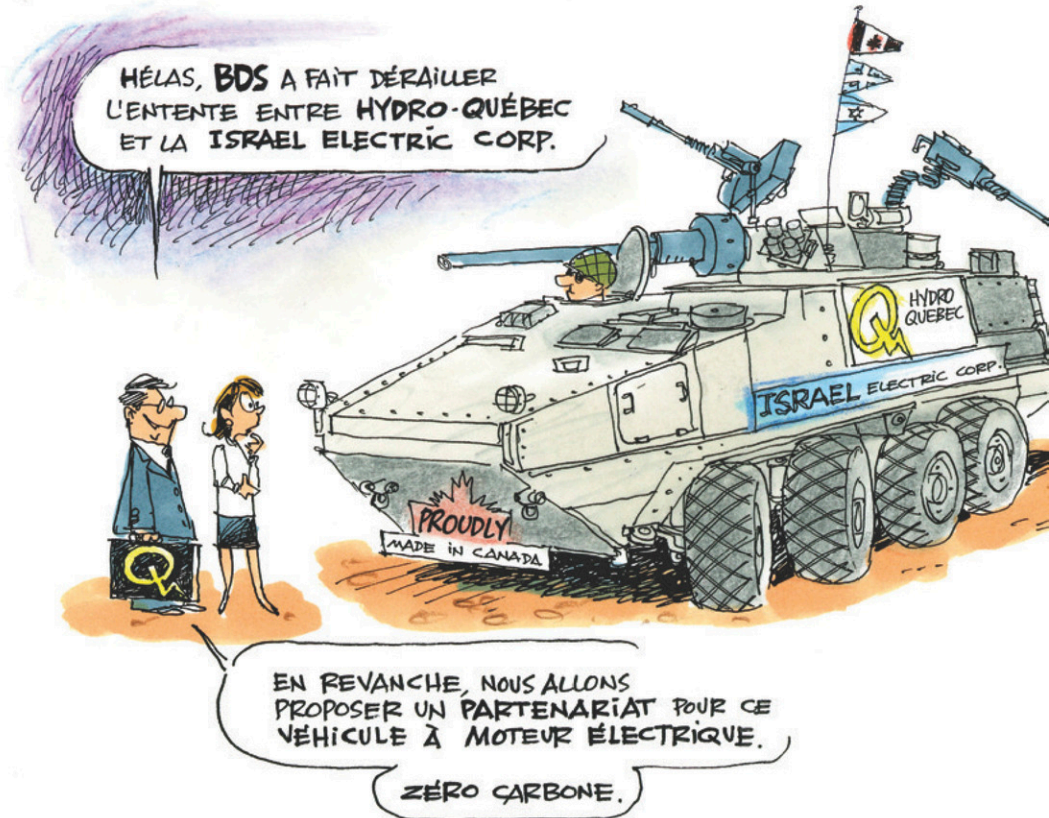
Lorraine Guay

L'auteure est membre de la Coalition BDS-Québec

Le 22 mai 2017, lors d'une « mission économique et institutionnelle historique » en Israël menée par le premier ministre du Québec d'alors, Philippe Couillard, un protocole d'entente en matière de cybersécurité a été signé entre Hydro-Québec et la Israel Electric Corporation (IEC). L'entente est demeurée secrète, Hydro-Québec refusant d'en dévoiler le contenu à la suite de demandes faites par la Coalition BDS-Québec, qui fait partie de la campagne internationale de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre l'État d'Israël. La société d'État affirme alors être dans son bon droit. Son avocat en chef et vice-président aux affaires juridiques, M. Sandro Cellucci, précisait, dans une correspondance adressée à la Coalition, que « Selon la législation nationale et internationale applicable, aucune loi n'interdit la signature d'un tel partenariat. Ainsi, Hydro-Québec maintiendra cette entente. »

Or, en mai dernier, l'entente ne fut pas renouvelée, bien qu'Hydro-Québec n'ait cessé de vanter l'expertise israélienne en matière de protection des clients de la société contre les nombreuses attaques de piratage informatique auxquelles elle fait face. De plus, en août, l'entente fut rendue publique grâce aux démarches de l'avocat de la Coalition, John Philpot, auprès de la Commission d'accès à l'information¹.

Que s'est-il passé? Dès la signature du partenariat entre Hydro-Québec et l'IEC, la Coalition BDS Québec a amorcé la campagne *Coupons le courant*



entre Hydro et Israel Electric! pour demander aux dirigeants d'Hydro-Québec de mettre un terme à cette entente politiquement et éthiquement inacceptable. Car l'IEC n'est pas n'importe quelle entreprise. Cette société publique au service de l'État israélien est responsable de la production et de la distribution d'électricité en Israël, mais aussi dans les territoires occupés. Elle participe donc aux politiques d'oppression des gouvernements israéliens successifs envers le peuple palestinien et au maintien de l'occupation et de la colonisation de la Palestine.

Il faut savoir que l'IEC coupe régulièrement le courant à Gaza et en Cisjordanie. Elle électrifie le « mur de la honte » dont le tracé pénètre à 85 % en territoire palestinien; elle alimente en électricité les colonies illégales qui envahissent les territoires occupés, les transformant en véritables bantoustans d'apartheid; elle approvisionne l'armée israélienne en électricité. Hydro-Québec ne pouvait ignorer la mainmise de l'appareil militaire et des services de renseignement (le Mossad) sur les secteurs civils dont l'IEC fait partie, ni la participation d'Israël à la cyberguerre, à la cybersurveillance et au cyberespionnage à l'international.

Ainsi, si l'entente avait été maintenue, il y avait lieu de penser qu'Hydro-Québec pourrait devoir assumer une responsabilité civile pour des dommages directement causés par l'IEC ou ses partenaires publics ou privés, dans le domaine de la cybersécurité en Israël. La société d'État et ses administrateurs s'exposaient aussi à des procédures en matière de responsabilité criminelle et pénale, du fait de leur association avec l'IEC.

Toutes ces informations, la campagne de la Coalition BDS-Québec les a largement diffusées. Même si Hydro-Québec refuse de lier ses décisions aux pressions subies, il est permis d'affirmer que le non renouvellement de l'entente et sa divulgation publique sont le résultat d'une lutte citoyenne. La députée de Québec solidaire, Manon Massé, a interpellé à ce sujet Éric Martel, pdg de la société d'État, ainsi que l'ex-ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Pierre Moreau, lors de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles. Une pétition en ligne a recueilli près d'un millier de signatures; des lettres ont été envoyées à tous les députés de l'Assemblée nationale leur demandant d'appuyer la campagne; des interventions ont été faites



GUATEMALA : GO À LA CORRUPTION!

L'élection d'un nouveau président conservateur ne présage rien de bon pour le pays dans le contexte du départ de la mission anti-corruption conjointe avec l'ONU.

**Eliane Hauri
et Marie-Dominik Langlois**

Les auteures sont respectivement ex-présidente de l'Association KM207 Guatemala-Suisse et doctorante en sociologie à l'Université d'Ottawa

Les élections présidentielles du mois d'août dernier au Guatemala ont permis au conservateur Alejandro Giammettei de prendre le pouvoir avec 57,9% des suffrages. Le chirurgien de formation en était à sa quatrième tentative, chaque fois sous la bannière d'un parti différent, cette fois le parti Vamos («Allons-y»).

Le deuxième tour des présidentielles l'a opposé à Sandra Torres, l'ex-épouse du président Álvaro Colom (au pouvoir de 2008 à 2012), aussi tenace que lui dans son aspiration à la présidence puisqu'elle en était à sa troisième tentative consécutive après avoir divorcé de Colom, la Constitution empêchant les membres de la famille d'un président de se porter candidats. Accusée de financement illicite lors de la campagne électorale de 2015 – avec son parti l'Unité nationale de l'espoir –, elle est en détention depuis le 2 septembre dernier.

Dans cette élection marquée par un taux d'abstention élevé (plus de 57%), c'est le vote anti-Torres, une figure davantage associée à la vieille classe politique par la population, qui a permis à Giammettei de l'emporter. Bien que le slogan de son parti soit «Pour un Guatemala différent», le nouveau président – qui entrera en fonction le 14 janvier prochain – est pourtant loin de représenter une rupture et se présente plutôt comme un mélange des deux derniers présidents, combinant droite conserva-

trice et militarisme. En effet, pour réduire la criminalité et le narcotrafic, Giammettei promet une politique de *mano dura* (main de fer) grâce à la création d'un conseil national de sécurité et au retour de la peine de mort. Rappelons qu'il a lui-même été emprisonné quelques mois en 2010, à la suite de l'exécution extrajudiciaire de sept prisonniers, en 2006, alors qu'il était directeur du système pénitentiaire national. Il fut libéré faute de preuves.

Giammettei est parfois surnommé Jimmytei en raison de sa ressemblance avec le président sortant, Jimmy Morales. Ce dernier, comédien professionnel, avait remporté les élections de 2015 avec le slogan «Ni corrompu, ni voleur», après l'éviction du pouvoir du président Otto Pérez Molina et de la vice-présidente, Roxana Baldetti, grâce au travail de la Commission internationale contre l'impunité et la corruption au Guatemala (CICIG). Lors de ce «printemps» de 2015¹, le pays vibrait au rythme des manifestations, dans un contexte de ras-le-bol généralisé.

Cependant, la mascarade de Jimmy Morales n'a pas duré et le masque est vite tombé de cet acteur évangélique qui a choisi de porter les couleurs d'un parti de la droite conservatrice fondé par des militaires vétérans, le Front de convergence nationale. Lorsque les enquêtes de la CICIG l'ont ciblé directement ainsi que ses proches, Morales a rapidement changé son fusil d'épaule dans la lutte anti-corruption et il a refusé de renouveler le mandat de la Commission qui bénéficiait pourtant du soutien de 72% de la population. Elle fut ainsi dissoute le 3 septembre dernier.

après des syndicats et des milliers de dépliants ont été distribués pour informer la population québécoise, notamment lors des représentations de la pièce de théâtre *J'aime Hydro*.

L'expérience de la campagne menée par la Coalition BDS-Québec vaut pour toutes les entreprises québécoises tentées d'aller «brasser des affaires» en Israël. Un travail de vigilance s'impose et des démarches se poursuivront auprès d'Hydro-Québec, car la société d'État ne peut continuer d'encenser les exploits technologiques d'Israël sans dire un mot sur ses agressions envers le peuple palestinien et ses violations systématiques du droit international. La «sécurité» des personnes clientes d'Hydro-Québec ne peut s'obtenir au prix d'une entente faisant fi de l'insécurité criminelle imposée au peuple palestinien par Israël et ses institutions. Cela contribue à blanchir les crimes d'Israël. La vigilance et la mobilisation citoyennes s'imposent. ☺

1. L'entente se trouve sur le site Web de la Coalition à <bdsquebec.ca>.



Manifestation contre la corruption au Guatemala, 30 mai 2015.
Photo: Eric Walter/Creative Commons

La CICIG a réussi à faire juger plus de 600 personnes et obtenu 400 condamnations – notamment de hauts fonctionnaires. Elle a démantelé plus de 70 groupes illégaux en plus de révéler que plus de 50 % du financement des partis politiques, en 2015, était issu de la corruption et du crime organisé. C’est sans surprise que la grande majorité des 19 prétendants à la présidence en 2019, dont Giammattei, se sont prononcés contre cette Commission.

Un autre coup de théâtre qui est venu anéantir tout espoir réaliste de changement à court terme au Guatemala a été la révocation de la candidature de Thelma Aldana, l’ancienne procureure d’État qui a travaillé étroitement aux côtés de la CICIG. Elle a été destituée à la suite d’une plainte

déposée par un parti adverse alléguant la création d’emplois fictifs durant son administration. Son retrait forcé de la course a été décrit par une juge comme une vengeance des mêmes puissants intérêts qu’Aldana avait combattus. Contrainte à l’exil, cette dernière a dit être victime d’un État pris en otage par ce qu’elle nomme le pacte des politiciens corrompus.

Au moment d’écrire ces lignes, la situation politique au Guatemala est tendue, le président Morales ayant décrété l’état de siège dans 22 municipalités du nord-est du pays le 3 septembre dernier, à la suite de l’assassinat de trois soldats. Cette région est le théâtre de confrontations entre narcotrafiquants, militaires, entreprises d’extraction de ressources naturelles et la population locale q’eqchi’, dont une grande partie souffre toujours de non-reconnaissance territoriale de la part de l’État. L’absence de la CICIG ne présage rien de bon pour les années à venir, tout comme les attaques du président du Congrès et de nombreux députés contre la Cour constitutionnelle, en raison de décisions prises par celle-ci à l’encontre des intérêts du « pacte des corrompus ». ©

1. Voir M.-D. Langlois, « Le “Printemps guatémaltèque” ? », *Relations*, n° 780, octobre 2015.

Contre le profilage racial à Montréal

En août dernier, la Cour supérieure a autorisé la Ligue des Noirs du Québec (LNQ) à mener la poursuite qu’elle intente contre la Ville de Montréal. La Ligue réclame une somme de quatre millions de dollars dans un recours collectif regroupant près de 500 personnes ayant été victimes de profilage racial lors d’interventions policières. C’est la première fois qu’un tel recours collectif est intenté à ce sujet contre le Service de police de la Ville de Montréal, d’où son importance historique. Pour des raisons de contrôle de son image et de sa « communication », le traitement des plaintes au cas par cas et leur règlement hors cour étaient jusqu’alors l’option priorisée par le corps de police montréalais.

Migrants haïtiens aux Bahamas

Les Bahamas sont un lieu de passage pour les Haïtiennes et les Haïtiens qui tentent, de manière clandestine, d’atteindre par bateau les côtes de la Floride. Sur les îles d’Abaco et de Grand Bahama et à Nassau, la capitale, des communautés haïtiennes se sont ainsi établies. Mais en septembre dernier, l’ouragan Dorian a détruit les habitations précaires aménagées par ces populations en déplacement. Deux bidonvilles, Pigeon Pea et The Mudd, ont été complètement rasés. Forcés de se déplacer, les survivants haïtiens redoutent les tensions avec les habitants locaux, qui voient dans leur relocalisation un problème de plus compromettant, à leurs dépens, la reconstruction des infrastructures bahamiennes. Source : RFI

Centre de détention contesté

La construction d’un nouveau centre fédéral de détention pour migrants a commencé le 5 juillet dernier, à Laval. Dès la fin août, Tisseur Inc., l’entrepreneur général du projet, s’est vu accorder une injonction judiciaire temporaire contre le réseau de lutte pour la justice Solidarité sans frontière, qui s’oppose à la construction du centre. Cette décision de la Cour supérieure a été prise en réaction au « piquetage d’information festif » du 22 août, organisé par les membres du réseau. Des affiches placardées sur les murs extérieurs des bureaux de Tisseur Inc. ont aussi été vues comme du vandalisme par la Cour, justifiant ainsi sa décision de permettre la judiciarisation des opposants. Voir : < solidaritycrossborders.org >.

Mathilde lors du vernissage de l'exposition organisée pour le 75^e anniversaire de *Relations*, en 2016.
Photo : Gilles Pilette

MERCI MATHILDE!



Après 20 ans d'une collaboration exceptionnelle avec *Relations*, notre directrice artistique et graphiste Mathilde Hébert nous quitte pour une semi-retraite bien méritée. À l'invitation de Jean Pichette, alors rédacteur en chef de la revue, Mathilde s'est jointe à notre équipe en 2000 et joua un rôle clé dans la petite révolution qui marqua *Relations* cette année-là, en renouvelant entièrement sa maquette et en faisant une belle place à des artistes invités. De Lino à Christian Tiffet, en passant par Dominique Blain et Brigitte Normandin, c'est souvent grâce à elle que nous avons découvert et jumelé avec succès les œuvres de différents artistes aux thèmes de nos dossiers – un modèle dont d'autres s'inspirent depuis et qu'elle a fait évoluer en tandem avec les différents rédacteurs en chef de *Relations*.

En 2016, le 75^e anniversaire de la revue a été l'occasion d'une nouvelle refonte graphique et de l'exposition « *Relations, une revue engagée dans son époque* », à laquelle elle a grandement contribué. Toute une aventure! Dans ce projet satellite comme dans plusieurs autres où ses services nous étaient précieux, Mathilde avait l'art d'être inventive et perspicace, sachant régler efficacement tous les « petits bouts qui retournent » en faisant preuve de trésors de patience, avouons-le! Nous la remercions chaleureusement pour ça et pour tout le talent, l'authenticité, l'engagement et la générosité dont elle a fait preuve à nos côtés durant toutes ces années, sans oublier les moments de franche rigolade qui vont aussi nous manquer.

Merci mille fois Mathilde!

Industries polluantes ciblées à Québec

Le 10 septembre dernier, le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches a réalisé des actions visant à sensibiliser le public et la classe politique aux enjeux inhérents à la crise climatique actuelle. L'Édiforce le 511, le Café du Nouveau Monde et quelques installations sur la Promenade Samuel-De Champlain ont ainsi fait office de porte-bannières écologistes. Sur certaines d'entre elles, on pouvait lire : «Eaux usées à votre santé!», ou encore «Rio Tinto, sacre Alcan!» En plus d'identifier les principales industries polluantes de la région de Québec (la raffinerie Énergie Valero, Rio Tinto et le Port de Québec, entre autres), l'action a permis de rappeler les constats du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui illustre les liens directs entre problèmes environnementaux et justice sociale. Cette action s'inscrivait en amont de la mobilisation du 27 septembre au Québec et ailleurs dans le monde.

K2-18B : Terre Bis ?

Les revues scientifiques *Nature Astronomy* et *Astronomical Journal* ont fait état récemment de résultats démontrant la présence de vapeur d'eau dans l'atmosphère de l'exo-planète K2-18B. Cette découverte est une avancée scientifique significative dans laquelle des scientifiques montréalais ont joué un rôle de premier plan. Notons cependant que K2-18B est située à une distance de 111 années-lumière de la Terre, ce qui invalide son statut potentiel de «planète de rechange», n'en déplaise aux adeptes de fausses solutions liées au réchauffement climatique.

VERS LA DÉMOCRATIE AU SOUDAN?

Grâce au mouvement populaire, la dictature d'Omar Al-Bashir est tombée.

Duha Elmardi

L'auteure est une militante soudanaise vivant à Montréal

En août dernier, avec l'aide des médiateurs de l'Union africaine et de l'Éthiopie, un accord de partage du pouvoir a été signé entre militaires et civils au Soudan : le premier ministre du gouvernement de transition, Abdallah Hamdok, ainsi que d'autres membres du Conseil de souveraineté ont été chargés de mener à bien la transition. Le chemin vers l'établissement d'une véritable démocratie reste toutefois incertain dans ce pays, et il faudra panser les plaies, mais le courage de la jeunesse soudanaise porte en lui l'optimisme et l'espoir de l'avènement d'une nouvelle ère.

En décembre 2018, les jeunes Soudanais étaient au cœur du mouvement de protestation qui est descendu dans les rues de plusieurs villes et villages du pays en scandant «Liberté, paix et justice, la révolution est le choix du peuple». Ils demandaient au gouvernement d'Al-Bashir de se retirer pour permettre l'établissement de la démocratie.

Le Soudan, sous la férule du président Omar Al-Bashir depuis le coup d'État de 1989, était en effet devenu un vaste système de corruption et de répression politique. L'État alimentait les conflits ethniques et les crimes haineux. La hausse critique du coût de la vie et la détérioration de la situation économique dans l'ensemble du pays ont été un des déclencheurs de ces protestations qui ont entraîné la chute d'une dictature vieille de 30 ans. Cette période sombre a laissé la nation



Protestations citoyennes au Soudan, 10 avril 2019.
Photo: Hind Mekki/Flickr

tirillée entre le désespoir et le besoin urgent d'une révolution.

La réponse gouvernementale aux manifestations pacifiques a été d'une violence sans précédent : le Service national de renseignement et de sécurité a procédé à des arrestations arbitraires et des manifestants, notamment des médecins, des enseignants et même des mineurs, ont été torturés et tués. Malgré la répression, des millions de personnes ont marché vers le siège du gouvernement à Khartoum, le 6 avril 2019. La marche s'est transformée en une occupation du site. D'autres manifestations ont eu lieu dans différentes villes du pays, en plus de rassemblements de soutien ailleurs dans le monde. Si bien que le 11 avril dernier, à la suite des pressions populaires, le président Al-Bashir a été évincé de la présidence. Le Conseil militaire de transition a pris la relève avec le lieutenant Awad Ibn Auf à sa tête. Ce dernier ayant été forcé de démissionner dès le lendemain, le lieutenant-général Abdel Fattahal-Burhan lui a succédé au pouvoir, avec comme adjoint Mohamed Hamdan Dagalo (Hemedti), un célèbre seigneur de guerre, chef des Janjawid (milice qui a semé la terreur au Darfour). Mais les manifestants ont persisté à exiger immédiatement une administration civile.



Le 13 avril, les négociations entre les militaires et les Forces pour la liberté et le changement (représentant les manifestants) ont ainsi débuté. Durant les pourparlers, le lieu de l'oc-

cupation est devenu un véritable centre culturel révolutionnaire: les murs ont été recouverts de slogans, de peintures et de murales; les spectacles de musique et les débats politiques se sont succédé; des campagnes de sensibilisation et de politisation ont été organisées. Enfin, tous pouvaient se réunir et jouir d'une liberté nouvelle, après trois décennies de dictature. Émergeait ainsi l'espoir d'un pays libéré de la guerre, de l'oppression politique, de la pauvreté, de la misogynie et du racisme: un nouveau Soudan démocratique.

Pendant ce temps, les comités de résistance de quartiers ont élargi la mobilisation au sein des différentes communautés, mais le 3 juin, le lieu de l'occupation pacifique a été pris d'assaut par un contingent dirigé

par la milice Janjawid, tuant plus de 100 personnes. Une quarantaine de corps ont été jetés dans le Nil, 70 femmes et hommes ont été violés et leur famille terrorisée et intimidée jusque dans leur maison, des centaines de citoyens ont été violemment arrêtés. Toutes les connexions Internet ont été interrompues, invisibilisant ainsi le massacre aux yeux du monde et rendant difficile l'estimation des pertes humaines et la communication avec la diaspora. Certaines personnes identifiées comme disparues sont toujours recherchées par les membres de leur famille.

Après le massacre, un appel à la résistance non-violente et à la désobéissance civile a été lancé. Les rues et les ponts ont été barricadés. Une grève générale qui a duré trois jours, du 9 au 11 juin dernier, a finalement débouché sur l'accord historique qui devrait mener, enfin, à une transition démocratique. À suivre. ☺

Pour notre **MAISON COMMUNE**

Les peuples autochtones et traditionnels sont à l'avant-plan des luttes pour préserver l'Amazonie.

Il est temps d'agir!

Développement et Paix
CARITAS CANADA

1 888 234-8533 | devp.org

Le 50^e anniversaire de l'UQAM nous donne l'occasion de revenir sur son histoire et de nous demander si «l'université du peuple» demeure fidèle à ses racines, 50 ans plus tard. Nos auteurs invités y réfléchissent.

L'idéal démocratique de l'UQAM repose encore sur les luttes syndicales.

Louise Briand

L'auteure est vice-présidente, secteur universitaire, de la Fédération des professionnelles de la CSN

La création du réseau de l'Université du Québec (UQ), en 1968, constituait une réelle innovation. Le législateur souscrivait à l'ouverture des universités du réseau sur leur milieu: chacune aurait pour objet l'enseignement supérieur et la recherche et pourrait «offrir des services à la collectivité qu'elle dessert».

Dans cette université nouvelle, le pouvoir ne serait pas réparti selon la hiérarchie traditionnelle, mais plutôt sur une «roue» dont les rayons représentent les groupes de la collectivité. L'UQAM de 1969 correspond en tous points à la volonté du législateur. Elle présente une mission en trois volets à laquelle s'ajoutent les instances représentatives des divers groupes. De plus, la structure de l'UQAM incarne la volonté de permettre aux professeures et professeurs de prendre une part active à la gestion de leur institution «de façon telle que toutes les décisions soient collégiales. Les responsabilités traditionnellement assumées par la direction de chaque département le sont, dans le nouveau contexte, par le département lui-même» (ministère du Travail et de la Main-d'œuvre, 1971).

La perte d'autonomie institutionnelle
À l'instar des autres universités québécoises, l'UQAM doit composer avec un État plus directif dans la foulée du

développement de la nouvelle gestion publique. Si l'autonomie des membres de la direction universitaire est ébranlée par un pouvoir politique en quête de résultats, le pouvoir conféré aux divers départements la protège contre l'introduction de pratiques de gestion autoritaires.

Une tentative de circonscrire l'autonomie départementale sera néanmoins tentée par la haute direction de l'UQ. Ce sera la réforme Després, qui sera abandonnée grâce à la grève du Syndicat des professeures et professeurs de l'UQAM (SPUQ-CSN) de 1976-1977, au terme de laquelle l'autonomie départementale ressort indemne. L'autonomie demeure cependant contestée par la direction, qui considère qu'elle entraîne une gestion éclatée.

Les années 1990 sont le théâtre d'un bouleversement important. En 1996, sous le thème de la décentralisation, le recteur de l'époque, Claude Corbo, lance le projet de facultarisation. Celui-ci vise à assurer une plus grande cohésion au sein de l'UQAM. Les départements sont regroupés en sept facultés et la facultarisation s'accompagne d'une révision *unilatérale* des tâches des professeurs responsables de ces facultés. Ces derniers, désormais appelés doyens, s'inscrivent dans la structure d'autorité et deviennent ainsi les représentants de la direction vis-à-vis de leurs collègues.

Durant le rectorat de Robert Proulx (2013-2017), les doyens des facultés sont placés directement sous la responsabilité du recteur. La perte d'autonomie départementale est bien réelle, mais la brèche qui a été rendue possible par la révision unilatérale des tâches des profes-

seurs (en vue de les exclure de l'unité d'accréditation) sera colmatée par le SPUQ-CSN lors de la négociation de 2019.

En 2016, l'UQAM connaît un nouvel élan «décentralisateur». Le recteur Proulx mandate alors deux consultants pour proposer «divers scénarios de décentralisation» et «différentes étapes pour la mise en place d'un modèle organisationnel cohérent avec les valeurs, les orientations et les objectifs du Plan stratégique 2015-2019» (communiqué de presse, UQAM, mars 2016). Les recommandations de ce rapport très critiqué, puis tabletté, reposent sur des hypothèses qui sont entièrement incompatibles avec les fondements de l'UQ.

L'autonomie départementale : un défi actuel

En 1969, l'UQAM innovait en rompant avec un certain ordre hiérarchique: une roue se substituait à la pyramide. Le rappel de quelques-unes des offensives gestionnaires à l'encontre de l'autonomie départementale témoigne toutefois de la fragilité des rayons de cette roue. Les offensives qui se succèdent nous rappellent en effet que les structures de décision sont à la fois sources de pouvoir et lieux de luttes de pouvoir. Il est à parier que sans l'action du SPUQ-CSN, l'autonomie départementale serait, au mieux, un souvenir. Et puisqu'il n'y a pas lieu de penser que les gestionnaires cesseront d'y attenter, la vigilance s'impose plus que jamais pour que les fondements et la structure de l'UQAM soient préservés. 🍷

50 ANS APRÈS SA FONDATION, L'UQAM EST-ELLE DEMEURÉE FIDÈLE À SES RACINES?

L'UQAM doit renouer avec l'esprit transformatif qui a animé ses débuts.

Jean-Marc Fontan

L'auteur est professeur au Département de sociologie de l'UQAM

En décembre 1968, le gouvernement du Québec adopte la Loi de l'Université du Québec. Cette loi vise l'implantation d'universités dans différentes régions de la province. Au printemps de l'année suivante, le 9 avril 1969, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ouvre ses portes. Le développement du réseau de l'Université du Québec (UQ) traduit la volonté du gouvernement de combler le retard historique des Québécois et des Québécoises francophones dans l'accès aux études supérieures.

L'implantation d'un tel réseau universitaire exige de donner une orientation particulière à ses composantes. L'intention du gouvernement est de lier les activités des différentes universités du réseau au développement des collectivités de leur région. Ainsi, dès le début des années 1970 – de concert avec le mouvement syndical québécois, puis en relation très étroite avec le mouvement féministe –, l'UQAM, à l'image des autres constituantes du réseau de l'UQ, fonde sa mission sur trois composantes : la formation aux trois cycles d'études ; la recherche fondamentale et la création ; et les services aux collectivités.

L'UQAM en tant qu'université « nouvelle » s'inscrivait dans un mouvement d'expansion de l'enseignement supérieur. Ce type d'université se distingue des universités créées avant la Seconde Guerre mondiale

par une volonté de tenir compte du contexte social. Ainsi, le réseau de l'UQ, et l'UQAM plus spécifiquement, s'imprègnent-ils de l'esprit des années 1960 où la contestation sociale et la révolution culturelle guident la modernisation de la société québécoise.

Une dérive à corriger

Cinquante ans plus tard, quel bilan faire? Trois éléments retiennent notre attention. En premier lieu : les composantes de l'UQ, dont l'UQAM, ont rempli leur mission première. Le nombre de Québécois et de Québécoises francophones diplômés a rejoint celui de la population anglophone. L'offre universitaire est non seulement présente en région, mais les universités régionales contribuent grandement au développement socioéconomique de leur territoire.

Le deuxième constat tient à un certain isomorphisme institutionnel. L'UQAM, en voulant être une grande université, a joué le jeu de la bonne gouvernance et du conformisme. La cogestion entre étudiants, professeurs et cadres administratifs a perdu du terrain face à un processus de facultarisation qui, sans être aussi hiérarchisant et managérial qu'il ne l'est dans les universités classiques, a affaibli les visées émancipatrices du projet initial.

Enfin, nous sommes en face d'une construction inachevée. Certes, l'UQAM a su se démarquer de l'Université McGill et de l'Université de Montréal par sa capacité de faire de grandes choses avec peu de moyens. Elle a innové dans de nombreux domaines, mais elle n'a pas été en mesure de miser sur ses innovations pour consolider ses assises. Des erreurs parsèment son histoire, faisant en sorte que sa spécificité institutionnelle et organisationnelle est

à parachever. Est-ce envisageable? Oui, mais à certaines conditions.

Renouer avec l'esprit initial

Dans un premier temps, il importe de remobiliser les parties prenantes de l'UQAM autour d'une direction collégiale et d'un projet qui fasse consensus. Il s'agit de renouer avec un « nous » inclusif et combatif, de reprendre contact avec l'essence de l'action critique en contexte d'innovation cognitive. Sur ce plan, l'enjeu de la transition juste et écologique représente un chantier de travail incontournable. De plus, à partir d'une clarification de la mission sociale de l'UQAM, incluant le service aux collectivités, il est possible de se reconnecter avec l'esprit transformatif qui animait les idéateurs et idéatrices du réseau de l'UQ et de ses constituantes.

La deuxième condition relève des ressources disponibles et des modalités de gouvernance à mettre en place. D'une part, le gouvernement du Québec doit impérativement se poser la question suivante : pourquoi ne pas accorder au réseau de l'UQ, et à l'UQAM en particulier, un niveau de financement à la hauteur de celui mis à la disposition des autres universités ? D'autre part, l'UQAM doit se doter de modalités de gouvernance à la hauteur de l'institution qu'elle est devenue, et ce, sans nier le projet cogestionnaire des premières heures.

Oui, 50 ans après sa création, l'UQAM a encore beaucoup à apporter, tant au développement de la grande communauté montréalaise qu'à celui de la société québécoise. Il n'en tient qu'à la collectivité uqamienne et à l'ensemble de la société québécoise de lui donner les outils requis pour prendre cette nouvelle direction. ☺



Jean-François LeBlanc,
Maison gaspésienne en hiver,
L'Anse-Pleureuse

CE QUE L'HIVER NOUS DIT DE NOUS

Jean-Claude Ravet

Nombre de personnes appréhendent l'arrivée de l'hiver. Sa longueur et sa froideur en rebutent plus d'un. Ce n'est pas seulement le cas d'immigrants pour qui le gel et la neige sont inconnus, ou de personnes vieillissantes ou handicapées qui voient dans la neige et la glace des dangers potentiels, ou encore de personnes à faible revenu pour qui l'arrivée du froid signifie automatiquement de greloter même chez elles à cause d'une isolation insuffisante ou pour économiser en électricité, sans parler des itinérants, infiniment vulnérables aux nuits glaciales. Ces appréhensions touchent Monsieur et Madame Tout-le-monde. Le géographe Louis-Edmond Hamelin, grand spécialiste de l'hivernité, estimait qu'en 2014, à peine 35 % de la population québécoise acceptait l'hiver convenablement, le plus consolant pour lui étant qu'il s'agissait surtout de jeunes... Ainsi pouvait-on espérer que ces derniers lèguent à leurs enfants leur amour de l'hiver et qu'avec le temps, ce contingent qui préférerait un pays sans hiver, et qui forme 65 % de la population québécoise, fonde comme neige au printemps.

Comment habiter vraiment un territoire comme le Québec sans aimer l'hiver qui dure cinq bons mois, ou du moins, comment l'accueillir comme une part de nous-mêmes, composante indissociable de notre québecité? Puisque notre pays, c'est l'hiver, comme le chante si bien Vigneault, se pourrait-il que notre frilosité à faire pays trouve là ses racines? Nous peinons à épouser les formes, les espaces, les écarts climatiques et les tempora-

Plus qu'un phénomène météorologique, l'hiver, au Québec, est un fait social total. Il révèle nos vulnérabilités et nos craintes face aux éléments, accentue l'isolement de certains, mais force aussi la solidarité, l'adaptation et l'ingéniosité. Notre rapport historiquement trouble à cette saison, à la fois détestée et chérie, n'est-il pas à réfléchir davantage, au moment où même dans le Grand-Nord les changements climatiques font vaciller l'hiver et le froid?

lités qui sont les nôtres pour bâtir nos rêves. Comment et où puiser le courage de le faire si l'hiver déplaît tant? On pourrait même avancer que perdure peut-être chez nous une mentalité de colons, nostalgiques de leur mère-patrie. Ces colons, d'abord français puis canadiens-français, arrivés en pays d'autochtonie sans l'habitude d'un tel froid et d'une telle abondance de neige, ont lutté pour survivre à l'hiver, comme une épreuve à passer, un fardeau à porter pour qui regarde encore sa terre natale, les saisons de là-bas, avec regret. De fait, à part les Autochtones, et une minorité des autres, vivons-nous vraiment comme un peuple du Nord pour qui l'hiver est partie prenante de son univers mental, culturel, psychique, spirituel autant que temporel et spatial?

Pour y arriver, il faudrait résolument nous inscrire à l'école des Autochtones et apprendre auprès d'eux à habiter le Nord, comme les premiers arrivants français ont appris à déjouer la mort que faisait planer sur eux le scorbut, grâce aux décoctions d'écorces et d'aiguilles de conifères dont les Autochtones avaient le secret. Grâce à eux, ils ont aussi appris à se déplacer dans la neige. Mais au-delà des techniques utiles, il nous faut apprendre à habiter le territoire et l'hiver comme une modalité de notre être et de la vie – et non pas comme une simple absence d'été, un manque de chaleur, une saison morte. Car il y a tant de vie dedans, pour paraphraser Félix. Par sa beauté, sa lumière, ses musiques, ses fêtes, ses rituels, son rapport différent au temps, à soi et aux autres, l'hiver, en soi, est un monde.

« Ils marchent
sans courbure,
attentifs
aux sons de la neige
sous la raquette

des bâtons
à message
les attendent
au milieu du lac gelé. »

Joséphine Bacon

Même parmi les pires « hivernophobes », comme Hamelin les a si bien nommés, ceux et celles qui chialent contre l'hiver avant qu'il ne pointe son nez froid, même parmi les *snowbirds* invétérés qui hivernent au sud des mois durant, ou les vacanciers qui le fuient une semaine ou deux, beaucoup savent reconnaître la luminosité unique et magnifique d'un mois de janvier ou de février, s'émerveiller devant un paysage enneigé et givré, éprouver une joie enfantine à jouer dans la première neige, à marcher dans la poudrière, même si le souvenir de la gadoue ou de la sloche les hante aussi.

Avec la beauté, la lumière et les jeux d'hiver, les festivals restent également des moments privilégiés pour renforcer l'amour de l'hiver. À tout seigneur, tout honneur, la palme revient au Carnaval de Québec, qui fête cette année son 65^e anniversaire mais qui est l'héritier d'une tradition qui a vu le jour dans la capitale en 1894. Avec son palais et ses sculptures de glace, son Bonhomme carnaval, ses compétitions de canot et son défilé nocturne, il réjouit le cœur des Québécoises et des Québécois en février. Ce n'est pas pour rien que les gens de Québec entretiennent un rapport serein avec l'hiver, bien davantage que les Montréalais qui, heureusement, s'en inspirent depuis plusieurs années, avec entre autres la Fête des neiges et Montréal en Lumière.

L'hiver marque en tout cas profondément notre imaginaire. Les différentes « tempêtes du siècle », le verglas de 1998, les coupes Stanley gagnées par les Canadiens sont pour beaucoup des repères biographiques. Des fêtes comme Noël et le jour de l'An sont indissociables de l'hiver. Quand la neige se fait attendre ou qu'un redoux chasse la première neige, combien sommes-nous à l'approche des Fêtes à appeler de nos vœux la bordée qui donnera les couleurs nivéales tant attendues aux réveillons du 24 décembre et du Nouvel An ? Et, comme la foi s'inculture nécessairement, signe que l'âme du croyant plonge ses racines dans la chair sensible et la terre qu'il habite, dans nos contrées, la crèche de l'enfant Jésus et le sol que foulent les bergers sont recouverts d'épaisses chapes de neige.

Même si nous ne l'habitons pas toujours ou refusons de l'habiter par résistance, snobisme, déracinement ou faiblesse, l'hiver, lui, fait malgré tout sa place en nous. Pour preuve, les multiples gestes, pratiques, attitudes, habitudes



Jean-François LeBlanc, *Mon pays...*

« Un vrai hivernant hiverne, sans le traumatisme de l'hivernitude, durant la phase du plein hiver et tout en demeurant dans son hivernie nationale; il fait alors la démonstration que l'hivernité peut être vécue normalement. »

Louis-Edmond Hamelin

et rituels qui inscrivent profondément notre existence dans sa temporalité. Il y a la préparation de la terre, du jardin, des escaliers et de la maison en prévision de l'hiver, accompagnée du déballage des foulards, gants, bonnets, bottes, pelles, traîneaux, patins, sable ou sel. Puis, viennent les décorations de Noël, qui s'attardent souvent tout l'hiver; les bonhommes de neige qui se dressent spontanément les jours de neige molle; les séances de déneigement du trottoir ou de l'auto, devant chez soi, moments privilégiés de placotage avec les voisins. Alors que nous sommes le plus souvent encabanés au chaud, plusieurs rites de solidarité – comme celui de pousser seul ou à plusieurs l'auto d'un chauffeur « spinnant » désespérément dans un banc de neige, d'accompagner une personne âgée sur une surface glissante ou d'esquisser un regard complice à un passant qui vient de perdre, pendant un bref instant, l'équilibre sur une chaussée glissante, et tant d'autres petits gestes – signent notre commune appartenance.

L'hiver nous façonne, nous interpelle et nous habite, qu'on le veuille ou non. Il parle de nous, de nos manques, de nos amours, de nos espoirs et de nos craintes. Il attend patiemment, comme le territoire qui nous est imparti, qu'on le reconnaisse, bon gré mal gré, comme notre frère de sang, même si parfois il peut être agaçant quand il s'éternise. ☺

1. Daniel Chartier et Jean Désy, *La nordicité du Québec. Entretien avec Louis-Edmond Hamelin*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2014.

PENSER L'HIVER

L'hiver, malgré sa récurrence, demeure aujourd'hui encore largement impensé. Nous devons d'abord tenter de mieux le comprendre pour arriver à bien le vivre.

Daniel Chartier

L'auteur est titulaire de la Chaire de recherche sur l'imaginaire du Nord, de l'hiver et de l'Arctique de l'Université du Québec à Montréal

Lorsqu'il invente le néologisme « nordicité » dans son laboratoire de Québec durant les années 1960, le linguiste et géographe Louis-Edmond Hamelin souhaite suppléer au manque de vocabulaire de la langue française pour désigner le climat et l'environnement dans lequel il vit. Il ne soupçonnait pas, alors, à quel point cette notion deviendrait populaire et représenterait aujourd'hui une part de l'identité des Québécoises et des Québécois. Au cours de sa carrière, Hamelin a créé des centaines de mots pour désigner les réalités physiques, sociales et culturelles du « Nord ». Il considérait que, sans les mots adéquats, on demeure « analphabète » au sujet des réalités qui nous entourent. C'est un peu comme si en entrant dans une forêt, on ne voyait que des arbres, sans pouvoir nommer ce qui les distingue malgré leurs différences. Ne pas avoir de mots pour décrire le monde nous restreint à une méconnaissance, mais aussi à un inconfort, voire à un rejet de ce que l'on perçoit.

Hamelin distingue l'« hivernité » et la « nordicité » – l'état de l'hiver et l'état du Nord –, cherchant les liens entre ces deux réalités qui renvoient au « monde froid ». On associe aujourd'hui volontiers le Québec à la nordicité, mais la question demeure : sommes-nous une société *nordique* ou une société *hivernale*? Ou les deux? Et quelle est la différence?

Le Nord et l'hiver ne sont pas nouveaux, et pourtant, l'un et l'autre ont été peu étudiés. Cela a des conséquences sur notre manière de les percevoir, de les vivre et d'en profiter pleinement. Concernant le Nord, les scientifiques rappellent que notre faible niveau de connaissances a mené à des interventions peu appropriées dans cette région, à la fois du

point de vue du développement durable que de celui des relations avec les Inuit et les Premières Nations. Si l'on pense à l'hiver dans une approche globale, on se rend compte qu'il est un phénomène apparenté au Nord et tout aussi complexe, puisqu'il concerne le climat, l'aménagement urbain, la culture, l'architecture, la psychologie, la santé, les pratiques sociales et sportives, le langage, voire la conception que l'on se fait de la temporalité et de l'environnement. Nos inquiétudes face aux changements climatiques imposent une meilleure connaissance du Nord et de l'hiver, sans laquelle nos interventions, teintées de négativisme, demeureront en inadéquation avec l'environnement.

On peut dire que le Nord est contrôlé par le Sud, tout comme l'hiver est pensé par l'été.

Difficulté de la définition

Au-delà de la définition météorologique, qu'est-ce que l'hiver? La réponse n'est pas simple. Louis-Edmond Hamelin souligne que l'hiver est la « période socioclimatique la plus dissemblable de l'année¹ ». Nous pourrions ajouter que l'hiver se définit par sa variabilité, plus que toute autre période de l'année. Le froid, la neige, la glace, la « glissité » sont toutes variables ; seul le degré de luminosité est prévisible. De plus, la perception joue un rôle important dans le rapport à l'hiver et elle varie selon les régions. Si l'hiver existe sur toute la planète – de Madrid à Paris en passant par Stockholm, Mumbai et Montréal –, ses représentations culturelles n'en retiennent que les caractéristiques des pays froids. En somme, l'hiver est froid et il est sombre.

L'hiver, défini comme un « Arctique temporaire » – c'est-à-dire que pendant une période donnée, une région vit des conditions semblables à celles que l'on retrouve dans l'Arctique –, appartient à ce que l'on peut appeler un *système de signes*, soit un ensemble de représentations culturelles et sociales qui forme un tout cohérent et inter-relié autour du terme plus général de Nord. Comme ces phénomènes sont à la fois climatiques, sociaux, comportementaux, culturels et discursifs, la compréhension de l'hiver exige une approche pluridisciplinaire, voire holiste. De là vient l'intérêt du concept d'*imaginaire du Nord*², qui vise à « recomplexifier » le Nord et l'Arctique, de manière à mettre en valeur son caractère pluriculturel, notamment en ce qui concerne les apports des Autochtones, longtemps minorés.

Le fait qu'on ait défini le Nord et l'Arctique, du point de vue occidental, comme un espace blanc, vide, inhabité et inhabitable, n'est pas sans conséquence du point de vue des rapports de pouvoir. Cette perspective masque les aspects



Jean-François LeBlanc, *Maudit hiver!*



Jean-François LeBlanc, *La route vers la fin du monde*,
autoroute 20, quelque part entre Québec et Montréal

humains et culturels du territoire et, en revanche, permet l'exploitation aveugle des richesses naturelles. De manière globale, on doit considérer tout l'Arctique comme un espace colonial: les décisions sont prises dans les capitales du Sud (Oslo, Ottawa, Helsinki, Washington, Copenhague, Québec) pour des territoires dits «de ressources». Les différents peuples autochtones (Inuit, Innus, Naskapis, Sâmes, Évènes, etc.), majoritaires dans le Nord, ne contrôlent pas les décisions les concernant et subissent, dans la plupart des cas, les politiques élaborées au Sud. On peut dire que le Nord est contrôlé par le Sud, tout comme l'hiver est pensé par l'été et comme le froid est perçu en fonction de la chaleur.

La méconnaissance des phénomènes liés au froid conduit à un flottement langagier entre le froid, la neige, l'hiver, le Nord, l'Arctique, la noirceur, etc., qui s'explique par le fait que ces notions sont amalgamées dans un tout: on emploiera *nordique* pour parler de l'hiver, on se servira de la neige pour désigner la saison, un flocon représentera une région froide. En contrepartie, les apports autochtones ont été longtemps ignorés, tant en ce qui concerne leur contribution historique à l'adaptation des premiers Européens au climat froid qu'en ce qui a trait à leur conception holiste du monde, qui lie intrinsèquement le climat, le territoire, la culture et la langue.

L'hiver au Québec

Dans son essai *L'hiver dans la culture québécoise* (Institut québécois de recherche sur la culture, 1983), l'ethnologue Sophie-Laurence Lamontagne démontre l'importance de cette saison dans les représentations culturelles. L'hiver est marquant d'un point de vue identitaire: pour les Québécois,

certes, mais aussi pour l'immigrant venu d'un pays plus tempéré, qui voit dans cette saison une épreuve dont le passage lui accorde une forme de citoyenneté, comme le dit avec humour l'écrivain Dany Laferrière. Détesté, craint, trop long, trop froid, trop sombre, l'hiver suscite des réactions opposées. Il est pourtant partie constituante de l'identité et de la culture du Québec, de son organisation et de sa singularité, et ce, depuis les débuts de l'établissement européen.

Louis-Edmond Hamelin souligne que, dans tous les cas, l'hivernophobie et le déni de l'hiver conduisent à un déficit de bonheur. Ces attitudes dénotent aussi un rapport conflictuel avec l'environnement et avec la nature. L'hiver ne doit pas être uniquement associé aux conditions météorologiques et aux pratiques extérieures. Au contraire, l'hiver est la saison où l'on passe le plus de temps à l'intérieur. Une réelle compréhension de cette saison doit tenir compte de ce fait. Mieux aimer l'hiver signifie donc de penser nos habitats en fonction de la lumière de l'hiver – blanche et rose le jour, bleue à la tombée du soir –, notamment par une fenestration adéquate. Cela signifie aussi de voir cette saison comme un moment de répit, de calme, de solitude et de réflexion. C'est également prendre en compte le bonheur de l'arrivée du printemps, tributaire de l'alternance entre les climats subarctique et subtropical, qui marque notre cycle saisonnier, notre travail et nos vacances, et qui impose une temporalité circulaire qui détermine notre rapport au monde.

L'hiver induit un temps annuel cyclique, donnant l'impression d'une alternance régulière, marquée par des pratiques, des rituels et des sociabilités différenciées. Une tempête de neige suffit à transformer la ville: la blancheur

masque la laideur, les signes disparaissent, les équipements sont mis à rude épreuve, les transports sont ralentis. Tout à coup, l'ensemble des règles rationnelles que représentent l'horaire, la ligne droite et la lisibilité s'estompent: la tempête, comme la première neige, renvoie à l'enfance et à un monde de liberté où être en retard est normal, où l'école et le travail sont suspendus, où le décor se métamorphose et se simplifie.

Dans son poème «Office du plus noble³», Rina Lasnier parle d'«alentssement du monde», d'«office lent», de «transhumance de la lumière», de «saison silencieuse». Ce temps d'arrêt ouvre un espace intérieur et de paix. Il suscite aussi, une fois passé l'émerveillement des débuts, une inquiétude, voire un déplaisir. Le froid, comme l'hiver, met au jour la vulnérabilité de l'humain. L'hiver nécessite des moyens – de quoi se nourrir et demeurer au chaud durant toute la saison, d'où les préparatifs de l'automne pour accumuler suffisamment de ressources pour passer l'hiver. La saison fait ressortir les effets de la pauvreté: faute de vêtements adaptés, de logis chauffés, on est en danger. L'hiver revient chaque année, on ne peut y échapper, sauf en le fuyant.

La mésadaptation à l'hiver

L'hiver ne donne-t-il pas l'impression d'une mésadaptation? Au mieux, on parlera d'«adaptation à l'hiver», par exemple en matière d'aménagement urbain. Cela signifie souvent prendre un modèle développé pour le Sud et le modifier pour tenir compte de la saison froide. Cette dernière demeure donc une anomalie. Bien sûr, seul 1% de la population mondiale vit dans un climat froid: on peut comprendre que les modèles soient développés pour d'autres climats que le nôtre. Toutefois, rien n'empêche d'imaginer une réflexion qui se baserait sur les éléments de l'hiver – le froid, la noirceur, la glace – et qui en ferait des assises pour créer des formes issues de notre situation. Les solutions ne peuvent pas venir d'ailleurs. On dit parfois que nous devrions nous inspirer des pays nordiques, où les gens «vivent mieux leur hiver». C'est oublier que les capitales scandinaves ne vivent pas des hivers aussi éprouvants que celui de Montréal ou de Québec. Parmi les plus grandes villes du monde,

Montréal est la plus froide : les solutions pour composer avec ça ne peuvent venir que de nous.

Or, la Ville de Montréal n'a pas encore de «politique de l'hiver» intégrée. En réunion, les fonctionnaires admettent que l'intégration des besoins hivernaux n'est pas une exigence systématique dans les appels d'offres. Toutefois, une réflexion en ce sens est amorcée, comme en témoigne le rapport rédigé par Olivier Legault et l'organisme Vivre en ville en 2018: *Ville d'hiver : principes et stratégies d'aménagement hivernal du réseau actif d'espaces publics montréalais*.

Dans le *Littré*, le froid est défini par sa négative, «l'absence de chaleur», sans que l'on sache ce qu'il est vraiment. L'hiver demeure ainsi pensé par l'été, pour ainsi dire. Dans les villes, l'alternance de l'hiver et de l'été impose une duplication des équipements. Faute d'avoir été pensés dans la perspective du cycle des saisons, certains ne servent qu'une fraction de l'année, et leur mono-usage réduit l'utilisation de l'espace public. Pensons, par exemple, aux pataugeoires: elles ouvrent de la fin juin à la mi-août. Voici un équipement urbain inutilisé 85% de l'année! Que pourrions-nous faire pour mieux exploiter ces espaces? L'idée est de penser notre aménagement non plus comme une *adaptation à l'hiver*, la saison la plus longue, mais au contraire *pour l'hiver*, puis *adapté à l'été*. La ville souterraine – que l'on pourrait plutôt appeler «ville intérieure» – est présentée comme une réussite en matière de conception de ville d'hiver. Elle a favorisé la piétonisation urbaine (et hivernale) et l'utilisation de la lumière comme composante architecturale. Il s'agit d'un premier pas. Le festival annuel Luminothérapie, qui présente des œuvres d'art contemporain utilisant la neige et la noirceur, illustre aussi comment on peut tirer profit des avantages de l'hiver. Les œuvres se servent du matériau hivernal qu'est la noirceur pour transformer les surfaces des immeubles en théâtre urbain de lumière. Dans ce cas, l'hiver est pensé en fonction de ses composantes.

L'avantage du froid

En 2018 à Yakutsk, en Sibérie – au pôle du froid, avec des températures jusqu'à moins 70 °C, se tenait un colloque sur «l'avantage du froid», coorganisé entre autres par le Laboratoire international d'étude multidisciplinaire comparée des représentations du Nord de l'UQAM. L'objectif était d'inverser les perspectives et de se poser la question non pas des modes d'adaptation à l'hiver, mais des avantages du froid, de l'hiver et de la noirceur. On sait, par exemple, que les centres de données qui dégagent beaucoup de chaleur s'installent aujourd'hui dans les pays froids. Aussi, depuis quelques années, sous l'effet du réchauffement climatique, le froid est devenu rare, suscitant un tourisme croissant vers les espaces hivernaux. Yakutsk est moins peuplée que Montréal, mais toutes deux ont intérêt à penser leur situation comme un atout.

De façon plus globale, la réflexion sur l'hiver doit se poursuivre de manière pluridisciplinaire en visant un rapport au réel qui intègre les concepts de confort, de bonheur et de relation saine à l'environnement, pour que nous qui habitons des villes et des pays froids puissions profiter positivement de l'alternance des saisons. 🍷

1. L.-E. Hamelin, *Écho des pays froids*, Sainte-Foy, PUL, 1996, p. 221.

2. D. Chartier, *Qu'est-ce que l'imaginaire du Nord? Principes éthiques*, Montréal, Imaginaire | Nord et Harstad, Arctic Arts Summit, 2018, p. 12.

3. R. Lasnier, *L'arbre blanc*, Montréal, L'Hexagone, 1966.

MON HIVER, CE N'EST PAS UN HIVER... C'EST PAYS...

*L'hiver, changeant, indomptable
et mal-aimé doit être considéré en tant que constituante essentielle
et fondatrice de la mémoire identitaire et collective du Québec.*

Jean Morisset

L'auteur, écrivain-géographe, a publié entre autres
Sur les pistes du Canada errant (Boréal, 2018)

A considérer les paroles de la chanson-culte de Gilles Vigneault, «Mon pays, ce n'est pas un pays, c'est l'hiver», j'ai toujours senti une dénégation qui nous interpelle. Les pays sans hiver seraient-ils les seuls vrais pays investis d'une légitimité pleine et entière?

J'ai en mémoire un article paru dans le quotidien mexicain *La Jornada* exprimant la posture en ces termes: «Nous n'allons pas nous laisser intimider par les *Pays du Froid* et les *Ressortissants des Neiges* qui prétendent nous imposer la marche à suivre pour arriver à ce qu'ils considèrent être le développement ultime de l'humanité.» Longtemps a prévalu dans la psyché nordique le déterminisme géographique voulant que l'absence de neige soit une malédiction congénitale pour une bonne partie de la planète. Tout pays sans hiver issu du vaste *hinterland* intertropical se voyant prescrit un sous-développement latent et inhérent dont il ne se relèverait jamais.

Qu'en est-il alors au Québec? Qu'on se souvienne des paroles de la ballade de Robert Charlebois: «ô Jacques Cartier, si t'avais navigué à l'envers de l'hiver [...] du côté de l'été, aujourd'hui on aurait toute la rue Sherbrooke bordée de cocotiers»¹. En contrepartie, si le Christ était né sous les Tropiques, quel animal compatissant aurait pu prendre le pas sur le bœuf et l'âne pour lui souffler son haleine rafraîchissante?

Au-delà de sa tonalité narquoise, la chanson de Charlebois est fort explicite. Il existe au Québec une mythique de l'hiver-repoussoir, une litanie du rejet climatique qu'on ne saurait nier, laquelle se voit désormais confrontée au réchauffement accéléré et à la difficile évaluation de conditions qui laissent perplexes. Mais le grand lamento national hivernal a cependant les reins solides.

«Abolissons l'hiver», avait proposé avec un humour hésitant Bernard Arcand dans un essai éponyme publié chez Boréal en 1999 et quelque peu dépassé par la réalité. L'hiver a décidé lui-même de s'abolir quelque peu et de modifier son faciès. La fonte des calottes glaciaires boréales qui contiennent dans leur soute une bonne partie de la mémoire de la planète apparaît comme un corps se départissant de ses membres. On se demande si ce n'est pas l'esprit même de la parole première qui s'en trouve atteint.

Les hivers ne seront plus jamais ce qu'ils étaient, précise-t-on, mais comment appréhender ce qu'ils seront? À moins de s'adresser à la nature elle-même, à l'arbre et à l'oiseau migrateur pour leur demander de plus amples informations, il apparaît hasardeux de préciser ce qu'il en sera de l'hiver.

Moi qui suis né au tournant des années 1940 dans un village fluvial avant l'ouverture des routes en hiver, la pratique du lamento anti-hiver n'existait guère à l'époque. J'ai connu les traîneaux à chiens aussi bien sur les rives du fleuve que dans l'Arctique et j'ai reçu à 6 ans mes premiers skis fabriqués au moulin à scie du village. Personne ne nous avait dit que les skis et les traîneaux étaient liés à une activité sportive. Ils avaient pour fonction de nous permettre de marcher sur la neige. Le mot sport ne faisait même pas partie de notre vocabulaire. Et quant aux raquettes – cadeau initial essentiel des Peuples premiers – elles étaient fabriquées dans les villages de même que les souliers-mocassins de peau, sans qu'il soit question d'associer la vie et la survie hivernales à une question d'appropriation.

L'hiver dans l'univers des navigateurs dont je suis issu, c'était un grand, très grand moment. Et tout le contraire du drame. Les goélettes étaient mises au radoub, les derniers bateaux à remonter le fleuve jusqu'à Québec arrivaient autour de Noël et la navigation cessait jusqu'à la débâcle en avril. C'était moment de joie, de célébration et de grandes vacances. Autant sinon plus qu'en été.

Quant au temps qu'il faisait ou qu'il ne faisait pas, c'est le temps lui-même qui nous en informait. On a posé un jour la question à ma mère au cours d'une entrevue à Radio-Canada:

— Quand vous a-t-on mise au courant, Madame, des prévisions météo?

— C'est la radio après la guerre qui a apporté les bulletins météo avec beaucoup de *grichements*. On n'entendait pas toujours très bien. Il faisait moins beau à la radio que dehors.

— Et avant, alors, qu'est-ce que vous faisiez?

— Bien... Avant, on savait.

L'essai de Pierre Deffontaines, *L'homme et l'hiver au Canada* (Gallimard, 1956), qui nous en apprend autant sur le regard français porté sur nous que sur l'hiver, se termine ainsi: «Les luttes contre le froid ont été peut-être les plus magistralement menées par la caravane humaine [...] Grandiose épopée [apportant] à l'exemple du Canada français toute sa valeur [en laissant] à ce coin particulier de la bataille de l'homme et d'un hiver, son aspect dramatique.»

Dramatique? Vraiment? Qu'en aurait dit mon professeur Jacques Rousseau, lui qui avait tant à raconter sur l'hiver? Il utilisait l'expression les «YPPH», c'est-à-dire les «Y passeront pas l'hiver». Anecdote? Non. C'était là l'hiver d'un autre univers, avant que naisse le snobisme de détester l'«hiver, les sauvages et les bûcherons», les rassemblant tous sous un même toit à ciel ouvert.

Est-il possible aujourd'hui de reconstituer, par le biais de l'hiver, la persistance d'un pays et d'y croire? De faire appel à sa mémoire obnubilée, à sa permanence imprévue, à son métissage avec la terre-neige? Ou encore son multiculturalisme séculaire algonquien-huron-scoto-irlandais si souvent passé sous silence? Il fallait cacher en nous le sauvage-farouche et le pas-sorti-du-bois associé à l'hiver et qu'un Krieghoff, échappant comme Européen à la censure géographique, a si bien illustré dans ses toiles. Nous étions viscéralement les ressortissants métis-créoles d'une hibernité aussi immanente que l'air qu'on respire. Comment aurions-nous pu nous douter qu'une bascule psychologique allait bientôt se produire après la Deuxième Guerre, l'hiver devenant désormais l'ennemi à abattre?

Qu'arrive-t-il à l'hiver à travers un espace déforesté et urbanisé, un territoire aux voies de passage asphaltées quatre saisons? Alors que les forces architecturales qui le trament et le traficquent de toutes parts procèdent d'une bungalowisation galopante et d'une mise en condominium arasée, de quartiers parcourus par les tondeuses à neige, les tondeuses à gazon, les aspirateurs à feuilles et la lutte effrénée pour encadrer et clôturer tout parcours humain?

On se dit que les tentatives de domestication de l'hiver n'en finissent pas d'échouer et que c'est là leur réussite. Plus que tout autre élément, l'hiver a assuré la permanence du Québec. Ce sont des collègues anglos qui ont été les premiers à l'affirmer, estimant que le Québec n'existerait tout simplement pas sans l'hiver comme zone-tampon contre la montée de l'assimilation.

On l'oublie peut-être, mais tout comme il en était des Peuples premiers, l'Empire avait prévu l'extinction des Canadiens vers la moitié du XIX^e siècle. Et cela, par la perte planifiée de sa langue doublée d'un enclavement par le Nord. En réalité, c'est exactement le contraire qui s'est produit. À l'inverse des pays franco-sauvages [sic] de l'Ohio, de l'Illinois, du Mississippi-Missouri, c'est l'hiver qui a permis au Canada laurentien initial de perdurer jusqu'à ses extensions du Grand-Nord-Ouest aux marges boréales-arctiques.



Jean-François LeBlanc, *Douce insolence*, rue du Plateau Mont-Royal, Montréal

À cette assertion s'en ajoute une autre, fondamentale: tout ce qui dans et à travers l'hiver a permis au Canadien d'origine de résister et de subsister est issu du monde autochtone et du métissage concomitant. Cela, à un degré qu'il est devenu impossible de soupçonner. La jonction du destin combiné indien-canayen par les raquettes – et le canotage en été – constitue le double héritage sans lequel nous ne serions pas en existence. Héritage auquel la fabrication même du Québec a tenté de porter atteinte par le rejet du parler Canadien ensauvagé et sa substitution par une langue qui serait française à temps complet parce que délivrée de tout hivernage. Je laisse cette question en suspens, sinon pour avancer que... prendre ce pays par ses saisons, entre -30 °C et 30 °C, c'est se mesurer à une amplitude thermique parmi les plus prononcées de la planète et se retrouver forcément acculé à la créativité.

Alors que les saisons s'interpénètrent de plus en plus activement par leurs marges, le Québec connaît une situation à ce point privilégiée qu'on en demeure étonné, non seulement par sa dimension territoriale tri-océanique – golfe Laurentien, mer du Labrador, Ungava arctique lié à la mer d'Hudson –, mais aussi par une réalité trilingue unique aux Amériques avec le français, l'anglais et une tierce langue, quelle qu'elle soit.

Le parler hiver se combine au parler trilingue pour constituer une tresse métissée à trois brins. Ainsi, la liaison hiver-autochtone-résistance est à ce point inhérente qu'on demeure surpris de ne pas la voir affirmée au fronton de la mémoire identitaire collective.

*Mon pays, ce n'est pas un pays, c'est l'hiver
Mon hiver, ce n'est pas un hiver, c'est pays...* ☺

1. On l'oublie peut-être, mais Jacques Cartier s'est d'abord rendu dans la Baie de Gouanabara, au Brésil, avant de remonter les eaux de la Grande Rivière de Canada.

EXTRAIT DU LIVRE DE EMMANUELLE WALTER,
LE CENTRE DU MONDE.
UNE VIRÉE EN EYYOU ISTCHEE BAIE-JAMES
AVEC ROMEO SAGANASH

paru chez Lux en 2016¹

Si peu ressentie dans nos vies urbaines et hors-sol, si palpable et mesurable au nord du 49^e parallèle, la crise du climat apporte à la Baie-James une bourrasque supplémentaire et irréversible, dont les premiers témoins sont les chasseurs : un tiers des Cris perpétuent le mode de vie traditionnel en passant une partie de l'année dans les camps de chasse. [...]

Parce que j'avais entendu parler à plusieurs reprises, tout au long de ces journées de juin, de l'effet le plus dramatique du réchauffement en Eeyou Istchee – la glace désormais fragile des lacs et rivières qui s'ouvre sous les motoneiges des chasseurs cris et les engloutit –, j'ai dévoré la thèse que la jeune géographe Marie-Jeanne S. Royer a consacrée à la manière dont les changements climatiques affectent le mode de vie traditionnel en Eeyou Istchee². Une trentaine de chasseurs cris ont décrit à la chercheuse un écosystème en plein bouleversement, où la mort rôde; chaque fin d'hiver a ses noyés, passés sous la glace pendant la chasse. Voici que le paysage fond et se dérobe: c'est un livre dont les pages se brouillent. Les plus grands connaisseurs du territoire ne parviennent plus à anticiper les variations de la météo – les tempêtes surviennent sans prévenir – ni à deviner l'épaisseur de la surface gelée. Même au cœur de l'hiver, expliquent les chasseurs, la glace des lacs et rivières n'a plus de structures verticales; et elle est remplie de poches d'eau qui la rendent fragile.

Comment survivre à l'accélération des choses? Que transmettre quand tout disparaît? Dans ses billets quotidiens sur Facebook, Roger Orr manifeste une nostalgie lancinante, et parfois climatique. Comme ce 13 février 2016: « Bonjour... À notre époque, cette basse température était très fréquente... Moins 30 °C, c'était la moyenne... Le givre collé aux oreilles, aux joues, au menton, et pire, aux poignets, c'était si courant. J'adorais peler la peau morte de mes oreilles... Nous patinions jusqu'à ce que nos doigts de pied ne ressentent plus le froid... Nous chassions la perdrix le long de la côte du lever au coucher du soleil [...] C'était le bon temps... Le froid ne nous arrêtait pas³. »



Jean-François LeBlanc, rue de Waswanipi en Eeyou Istchee

Au deuil de la « vie d'avant » s'ajoute la douleur de ne plus sentir le territoire. Le concept de « *solastalgia* » semble s'appliquer parfaitement à la situation. La *solastalgia*, c'est « le fait d'avoir le mal du pays en restant chez soi »; un néologisme du philosophe australien Glenn Albrecht que Naomi Klein définit comme « la détresse psychologique dans laquelle peut sombrer quelqu'un dont le pays natal bien-aimé et le milieu de vie sont bouleversés par l'activité minière ou l'industrialisation, susceptibles de créer un environnement aliénant et sans pères⁴. » [...]

1. P. 58-60.

2. Marie-Jeanne S. Royer, « L'interaction entre les savoirs écologiques traditionnels et les changements climatiques : les Cris de la Baie-James, La bernache du Canada et le caribou des bois », thèse, Université de Montréal, décembre 2012.

3. Traduction libre.

4. Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, Montréal/Arles, Lux/Actes Sud, 2015, p. 193.

MONTRÉAL ATTACHE SA TUQUE

*De nouvelles initiatives ont pour but
de développer des concepts d'aménagement urbain
mieux adaptés à l'hiver montréalais tel qu'on le connaît aujourd'hui.*

Caoimhe Isha Beaulé

L'auteure est doctorante à la Faculté des arts et du design de l'Université de Laponie, en Finlande



Jean-François LeBlanc, *Le monstre*, rue de l'Esplanade, Montréal

« Accepter l'hiver, c'est accepter la québécoïcité. »
Louis-Edmond Hamelin¹

Louis-Edmond Hamelin, géographe et grand penseur québécois à qui on doit les concepts de *nordicité* et d'*hivernité*, estime que seulement 35 % de la population québécoise aimerait ou « accepterait convenablement » l'hiver ; plusieurs seraient même « *hivernophobes*² ». Cette posture face à l'hiver serait conditionnée par le mode de vie urbain, où le travail de « 9 à 5 » impose à plusieurs un rythme d'activité qui laisse peu de marge de manœuvre pour composer avec les intempéries. Les manifestations de l'hiver (froid, neige, gadoue et glace) sont ainsi perçues comme des inconvénients nuisant aux activités quotidiennes d'une majorité de Québécois et de Québécoises vivant en ville et en banlieue.

Cette phobie de l'hiver est souvent manifeste dans la façon que nous avons de concevoir et d'aménager nos milieux de vie, souvent davantage pensés pour l'été – ironiquement –, ce qui fait perdurer les frustrations reliées à l'hiver. Montréal a pourtant le potentiel de devenir un modèle en tant que ville d'hiver. Grandement inspirée par les récentes démarches mises en œuvre par la ville d'Edmonton, elle lançait d'ailleurs, en janvier dernier, le Laboratoire de l'hiver, un projet

mené par les organismes Vivre en Ville, Rues Principales et La Pépinière | Espaces Collectifs. Cette nouvelle plateforme de recherche-action, qui met de l'avant une approche pluridisciplinaire, a comme visée première de réunir différents acteurs (administrations publiques, organismes, citoyens et le secteur privé) dans le but de développer des concepts adaptés au contexte hivernal montréalais et de les réaliser. Dans son sillon, un guide intitulé *Ville d'hiver: principes et stratégies d'aménagement hivernal du réseau actif d'espaces publics montréalais* a été publié, dont voici quelques-unes des pistes de réflexion et d'action sur le sujet.

Hiver montréalais, hiver mouillé

Il faut d'abord spécifier que Montréal est la métropole la plus froide au monde parce que, comparativement à d'autres grandes villes situées plus au Nord, elle reçoit l'air glacial provenant du bassin Arctique en hiver. Elle connaît des températures éprouvantes (-10 degrés Celsius de moyenne en janvier), une moyenne de 148 jours de gel, une quantité abondante de neige (210 cm) et une dizaine de périodes de redoux en janvier et février (jours de pluie). En constant changement, l'hiver montréalais est marqué par des épisodes de « cristallisation, enneigement, fonte, regel, refonte, nouvelle neige, pluie, verglas, jusqu'à la fonte finale qui donne une impression d'agonie³ ». Le terme « agonie » peut sembler fort, mais il reflète l'effet des fluctuations de température sur la relation qu'entretient la population avec l'hiver.

Montréal est ainsi une ville « d'hiver mouillé ». Cette caractéristique est cruciale à intégrer aux projets d'aménagement et de conception de la ville, d'autant qu'on estime que les changements climatiques augmenteront la fréquence des jours de pluie durant l'hiver. À cet égard, l'intégration de passages piétonniers surélevés dans les endroits fortement achalandés, ou un drainage central de la rue font partie des solutions proposées pour réduire les flaques d'eau et de gadoue. Faire participer davantage les citoyens à l'entretien de lieux extérieurs est aussi une possibilité, comme on l'observe dans la ville japonaise de Sapporo, où plusieurs boîtes contenant des sacs de petites roches sont mises à la disposition des citoyens afin qu'ils les dispersent eux-mêmes en cas de chaussée glissante. Aussi le port de crampons – désormais offerts à bas prix dans tous les dépanneurs – est normalisé, alors que ceux-ci demeurent marginaux chez nous.

Par ailleurs, en documentant mieux les données concernant la neige (quantités, emplacements, fréquence, etc.), il est possible de mieux concevoir l'espace public. Les propriétés matérielles de la neige peuvent, par exemple, servir à construire des espaces de jeu éphémères comme on en voit couramment dans les espaces publics scandinaves. L'apport énergétique de la neige peut même être mis à contribution pour climatiser certains immeubles, comme on le fait en Suède et au Japon.



Jean-François LeBlanc, *La cycliste intrépide*, rue Marie-Anne, Montréal

Une ville d'hiver inclusive

Les récentes stratégies de design hivernal ciblent particulièrement les enjeux de mobilité en raison du manque d'activité physique, des blessures et de la solitude que peut entraîner l'hiver. À Montréal comme ailleurs au Québec, plusieurs améliorations sont nécessaires pour les personnes à mobilité réduite, pour qui la saison froide est souvent synonyme de perte d'autonomie. Pour cette raison, plusieurs évitent tout simplement de sortir l'hiver. Le déneigement est un enjeu évident. La Ville de Montréal développe d'ailleurs ses stratégies de déneigement en visant l'accessibilité universelle, mais comme elle priorise les grandes artères, l'action des arrondissements est aussi importante. Le Carrefour jeunesse-emploi de l'arrondissement Hochelaga-Maisonneuve propose par exemple La Brigade neige, un service de déneigement gratuit pour les résidents les plus âgés et à mobilité réduite. Une initiative semblable existe aussi dans d'autres arrondissements comme Le Plateau-Mont-Royal. Montréal devrait s'inspirer de l'approche de déneigement «égalitaire» suédoise, selon laquelle les trottoirs, les pistes cyclables, les arrêts d'autobus et les rues menant aux garderies doivent être déneigés de manière prioritaire. Dans l'idée d'améliorer l'ensemble des transports publics, on examine aussi la possibilité d'offrir la gratuité du transport en commun en cas de tempête de neige afin de désengorger les rues de Montréal et d'y réduire le nombre d'accidents.

Par ailleurs, le froid est un facteur déterminant lorsqu'il est question de confort et de sécurité durant l'hiver. Certes, Montréal est reconnue pour son réseau piétonnier souterrain, qui offre un refuge important pour les personnes travaillant ou étudiant au centre-ville ainsi que pour les touristes et les amateurs de magasinage. Pour plusieurs, l'hiver montréalais se vit à l'intérieur. Toutefois, outre le centre-ville et les commerces privés, il y a très peu d'endroits où s'abriter et se réchauffer. Pour les personnes en fauteuil roulant, le froid est particulièrement intense compte tenu de leurs

limitations de mouvement. Il en va de même pour les parents avec des enfants en poussette, pour les personnes âgées et même pour les jeunes qui attendent l'autobus. Il serait envisageable d'ajouter des refuges stratégiquement situés en fonction des corridors de vent et des microclimats de la ville, ou encore d'installer des abris d'autobus chauffés à certains endroits. Cela pourrait avoir un effet positif sur la vie quotidienne.

Dans un autre ordre d'idées, l'hiver entraîne d'importants coûts, ce qui est particulièrement éprouvant pour les ménages à faible revenu. À cet égard, l'en-

jeu souvent négligé de l'isolation des maisons et des coûts du chauffage durant l'hiver est bien sûr une priorité. Sur le plan de l'aménagement urbain, le Laboratoire de l'hiver a particulièrement salué des initiatives existantes qui misent sur l'accessibilité et l'organisation d'activités nécessitant peu de matériel (le ballon-balai, le *crokicurl* et la glisse, par exemple) ainsi que la création d'espaces rassembleurs comme La petite Floride dans le quartier Mile-End. D'autres idées plus simples sont aussi soulignées, comme celle de rendre accessibles des buttes de neige propre laissant aux citoyens la liberté de s'approprier ces espaces. Qui sait, cela favoriserait peut-être la création d'une *Guerre des tuques* montréalaise. Le fait d'apprivoiser l'hiver dans le plaisir de glisser sur les buttes enneigées du parc du Mont-Royal ou de patiner à l'extérieur, par exemple, peut en outre contribuer à l'intégration à la société québécoise de certains nouveaux arrivants et nourrir leur sentiment d'appartenance. En somme, faire le point sur l'hivernité des Montréalais soulève des questions fondamentales sur la relation qu'entretient la population avec son milieu. Le design hivernal et de nouvelles approches sur le plan des aménagements et des services publics ouvrent la porte à une quantité infinie de possibilités inexplorées, mais une volonté politique est nécessaire pour aborder certains enjeux plus complexes. Montréal est reconnue internationalement comme un centre culturel et créatif ainsi que pour ses nombreux festivals d'été. À l'aide d'une approche inclusive et imaginative, elle pourrait devenir une ville d'hiver exemplaire. Il suffit d'attacher sa tuque et de foncer. ☺

1. D. Chartier, J. Désy et L.-E. Hamelin, *La nordicité du Québec. Entretiens avec Louis-Edmond Hamelin*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2014, p. 36.

2. *Id.*, p. 36.

3. Vivre en Ville, *Ville d'hiver: principes et stratégies d'aménagement hivernal du réseau actif d'espaces publics montréalais*, 2018, p. 10.

VIEILLIR ENCABANÉS L'HIVER?

Pour briser l'isolement des personnes âgées durant l'hiver, il faut repenser la manière de vivre et d'habiter le Québec.

Julien Simard

L'auteur est doctorant en études urbaines à l'INRS-UCS

L'hiver dernier, alors que la glace prenait d'assaut les trottoirs de Montréal pendant plusieurs mois, les appels de citoyens et de citoyennes au Comité exécutif de la Ville de Montréal se sont multipliés: il fallait à tout prix améliorer la vitesse de déglacement de certaines rues, surtout les moins passantes. La mairesse Valérie Plante a répondu que son administration prenait tous les moyens pour atteindre ce but, mais que les périodes de gel et de dégel, de pluie et de neige, se succédaient à un rythme si effréné qu'il était difficile de faire mieux, du moins avec le budget et les équipements dont disposait alors la Ville. En effet, entre décembre et mars 2019, 26 épisodes de gel et de dégel se sont produits dans la région de Montréal. Clairement, nous ne sommes pas prêts à faire face aux dérèglements et aux soubresauts de l'hiver qui accompagnent déjà les changements climatiques. L'hiver tel que nous le connaissons est en train de disparaître et, avec lui, le peu de prise que nous avons sur lui. S'il se réchauffe, il devient paradoxalement moins propice aux déplacements.

Une saison difficile

Durant la période hivernale, le problème principal – du moins chez les personnes vieillissantes – est le risque de chutes, celles-ci s'aggravant avec la présence de glace sur la chaussée et les trottoirs. Entre 2006 et 2011, les chutes avec blessures causées par les conditions hivernales ont augmenté de près de 10%¹. L'hiver dernier, à Montréal et Laval, on a noté une hausse de 68% du nombre de chutes sur glace par rapport à la période hivernale de 2017-2018. Cela dit, il n'y a pas qu'en ville que la mobilité hivernale peut être réduite: en banlieue et en campagne, où l'automobile règne en maître, les conditions routières sont parfois compliquées. L'augmentation du nombre d'épisodes de verglas rend les routes dangereuses. La «marchabilité» des trottoirs peut être difficile, voire parfois pire qu'en ville. Si l'on ne conduit plus, comme c'est le cas de nombreuses personnes vieillissantes, il faut alors faire des réserves ou encore dépendre de réseaux d'entraide ou de services à domicile pour obtenir médicaments, aliments et autres objets de première nécessité. La situation est particulièrement critique chez les personnes vieillissantes vivant seules, qui se retrouvent souvent isolées durant l'hiver. Bref, il semble que la période hivernale puisse exacerber des problèmes de santé chez plusieurs personnes et contribuer à l'augmentation des coûts de leurs factures (chauffage, taxis, etc...), tout en ayant une influence négative sur l'étendue de leur vie sociale. En effet, la hausse des coûts de l'électricité peut devenir un réel fardeau pour les ménages les plus démunis, dont les revenus sont insuffisamment

indexés à la hausse du coût de la vie. Pendant ce temps, Hydro-Québec, rappelons-le, a engrangé des profits de 3,19 milliards de dollars en 2018.

De tels constats nous amènent à cette question: le vieillissement et l'hiver sont-ils nécessairement antinomiques? Nos latitudes sont-elles à ce point hostiles au vieillissement? Est-il normal de mourir d'hypothermie à l'extérieur d'une résidence pour personnes âgées, comme la mère de Gilles Duceppe en a fait la tragique expérience en janvier 2019? Certainement pas. Mais sachant que *Homo sapiens* existe depuis au moins 45 000 ans en Sibérie, et depuis au moins 10 000 ans dans le Nord du territoire maintenant connu sous le nom de Canada, le problème de fond qui doit nous préoccuper ici semble plutôt sociétal. L'hiver, de même que les périodes caniculaires, sont révélateurs d'inégalités socioéconomiques. Comme la philosophe Judith Butler le dirait, la condition humaine implique une certaine précarité ontologique de base, qui est inhérente à la vie, à notre constitution – une fragilité devant la mort, la blessure, la maladie, le froid, la chaleur, la violence. Par contre, au Québec du moins, tout semble indiquer que nous possédons les moyens de remédier à cette précarité ontologique, grâce aux infrastructures, au génie civil et à une certaine richesse matérielle. Suivant la pensée de Butler, nous serions plutôt ici devant la précarité tout court, qui se définit comme «la condition politiquement induite qui fait que certaines populations souffrent de défaillances des réseaux sociaux et économiques de soutien et sont exposées de façon différentielle à la blessure, à la violence et à la mort²». Les causes de ces inégalités sont donc évitables, du moins en théorie.

Nous subissons l'hiver sans l'embrasser et les rapports au territoire qui en découlent sont nécessairement tendus.

Ainsi, passer l'hiver devant un foyer de grès dans une villa à Mont-Tremblant n'est pas la même chose que de devoir condamner un étage de sa maison à Maria, en Gaspésie, afin d'économiser sur la facture d'électricité parce que le toit est un peu défoncé. Éléonore (nom fictif), 83 ans, que j'ai rencontrée pour une entrevue dans son appartement situé au deuxième étage d'un triplex dans un quartier central de Montréal, faisait l'acquisition d'une réserve impressionnante de boîtes de conserve au début de chaque hiver. Empilées dans son étroit couloir, ces conserves lui évitaient d'avoir à sortir ou de prendre sa voiture pour faire à chaque semaine les courses. Nombre de personnes vieillissantes au Québec ont recours à des stratégies similaires. Heureusement que

les popotes roulantes existent et qu'elles peuvent offrir des repas complets à faible coût aux personnes ne pouvant se déplacer.

Repenser nos collectivités

L'accessibilité universelle – un principe d'aménagement qui est de plus en plus populaire – vise à créer les conditions permettant « d'accéder à un bâtiment ou à un lieu public, de s'y orienter, de s'y déplacer, d'y utiliser les services offerts à tous et de pouvoir y vivre les mêmes expériences que tous les usagers, et ce, en même temps et de la même manière³ ». Or, nos villes, nos banlieues et les villages ont d'abord été pensés pour l'été. Il va sans dire que nous subissons l'hiver sans l'embrasser, et que les rapports au territoire qui en découlent sont nécessairement tendus.

Les résidences pour personnes âgées ont bien compris l'avantage d'offrir toute une gamme de services sur place, en permettant aux personnes qui y vivent, par exemple, de manger et d'obtenir leurs médicaments sans devoir affronter l'hiver. Tout en faisant des profits faramineux, ces compagnies offrent un service que les services publics n'ont pas été assez rapides à prendre en charge. Au-delà de cet enjeu précis, un impensé plus large subsiste toutefois : est-ce une bonne idée, dans un climat continental humide et froid, que des personnes vieillissantes vivent seules l'hiver et, surtout, qu'elles doivent se débrouiller seules pour subvenir à leurs besoins ? Bref, ce n'est pas l'hiver le problème, c'est notre façon de vivre et d'habiter le Québec.

En se gardant bien de la glorifier, la co-résidence multigénérationnelle – qui était la norme au Québec avant les années 1950 et chez les peuples autochtones sédentaires, nomades et semi-nomades qui occupaient ce territoire avant la colonisation – est peut-être la meilleure piste de solution pour contourner le problème de la perte de mobi-



Jean-François LeBlanc, *L'Épreuve des courses*, rue du Plateau Mont-oyal, Montréal

lité hivernale des personnes vieillissantes. La solitude de ces personnes, ou plutôt leur isolement physique, est un phénomène relativement récent. L'étalement urbain, la famille nucléaire, l'isolement, le cadre bâti inadéquat et son manque de densité, le zonage inapproprié, les zones commerciales destinées aux automobiles, les déserts alimentaires et l'offre inadéquate de transports en commun contribuent tous, à leur manière, à faire de l'hiver un enfer pour plusieurs personnes. Dans ce contexte, fuir l'hiver en Floride est tout à fait sensé, mais ne résout pas le problème, d'autant plus que cet État sera en majeure partie inondé avant la fin du siècle. Étant donné que nous devons

inexorablement réduire nos déplacements de longue distance sur la planète, déplacer les *snowbirds* de la Floride au Maryland ne réglerait pas non plus la question de fond. Il faut trouver des manières de reprendre l'idée sur laquelle capitalisent les résidences privées et repenser l'organisation spatiale de nos collectivités hors de la logique du marché : créer des zones plus densément peuplées, davantage de services de proximité ainsi que des logements abordables, sécuritaires, accessibles et intergénérationnels. La condition hivernale qui est la nôtre nécessite des mesures renforcées d'inclusion sociale. Il n'en tient qu'à nous, encore une fois, de les réaliser. ☺

1. Annabelle Caillou, « Appel à un urbanisme mieux adapté aux aînés », *Le Devoir*, 29 janvier 2018.
2. Judith P. Butler, *Ce qui fait une vie : essai sur la violence, la guerre et le deuil*, Paris, Zones, 2010, p. 30.
3. *Accessibilité universelle. Plan d'action 2015-2018*, Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, 2015.

LE FROID, C'EST COMME UN SERPENT

Portraits et brèves réflexions sur l'hiver et l'itinérance.



Jean-François LeBlanc, *Abri de fortune*, guichet automatique, rue Sainte-Catherine, Montréal

Christophe Genoix-Lefrançois

L'auteur est secrétaire de rédaction de *Relations*

En ville, l'hiver est une saison d'intérieur, essentiellement. On y sort peu. Les liens qui nous unissent à l'hiver sont de l'ordre du récit, de la nécessité, de l'esthétisme ou du loisir. On le traverse pour aller d'un espace à un autre, on glisse sur sa neige, on fend sa glace, on le contemple qui soulève le sol de ses vents. Il restreint l'espace, force à éviter son froid, incite à le garder en respect, à l'abri. On demeure ainsi chez soi, et l'hiver des villes s'impose comme une saison de portes closes. Mais, du dedans, que sait-on de celles et de ceux du dehors, de ces corps comme des masses sombres sur fond blanc-bleuté?

Bloc statistique 1. RECENSEMENT

Au Québec, selon les données du gouvernement, 5789 personnes étaient en situation d'itinérance en 2018¹. On en comptait 3149 à Montréal, dont 25 % étaient des femmes – sans prendre en compte celles mises dans la catégorie de l'itinérance invisible (parce qu'elles ont accès à des refuges ponctuels dans des motels, sur un canapé, chez des *Johns*, ou dans un autre ailleurs précaire) et celles issues des communautés LGBT+, qui évitent les dynamiques d'exclusion, de stigmatisation et de violence en latence dans les refuges.

Brève réflexion 1. SERPENT

Dehors, dans le froid, les corps doivent rester actifs, survivants. En état d'itinérance, le mouvement est une histoire de survie. D'une bouche d'aération à l'autre, d'un coup de botte de Garda à l'autre, d'une amende pour «flanâge» à l'autre, sont tracées les histoires de corps en fuite. Il faut alors se mettre en mouvement, se mettre à l'abri parce que «le froid c'est comme un serpent, il arrive soudainement, te transperce le corps et tu ne sais pas si tu survivras²».

Bloc statistique 2. ABRIS

À Montréal, 91 établissements offrent aux personnes itinérantes des services d'hébergement de courte durée, pour le jour ou le soir, selon SOS Itinérance. Le Réseau d'aide aux personnes seules et en itinérance, pour sa part, compte cinq refuges (deux pour hommes, deux pour femmes, un pour femmes et hommes autochtones). Les refuges, qu'on distingue des autres services d'hébergement temporaire, sont des gîtes offerts pour la nuit. Ils comprennent certains services d'accueil, de repas et d'accompagnement. Chaque nuit, 1000 lits seulement sont disponibles pour l'ensemble des personnes en situation d'itinérance à Montréal, dont 100 seulement sont réservés aux femmes. Avant même les grands froids de 2018, en septembre, on refusait le gîte à 2067 femmes à la Maison Marguerite, par manque de ressources.

Brève réflexion 2. HISTOIRE

L'histoire nous apprend qu'il fut un temps où les premiers arrivés d'Europe, sur les terres de l'hiver du Nord, n'auraient pas survécu à leur première neige sans les savoirs des Premiers Peuples. Grâce à eux, ils ont appris à se nourrir, à se soigner et à se déplacer, dans le bois et sur les glaces. Ils ont appris à calmer les déviances anthropophages qu'inspire le froid quand il mord. Ils ont appris à s'habiller, à se loger, à se parer des vents, à séparer la chaleur intérieure de la froideur du dehors. Les Premiers Peuples leur ont appris l'abri, à être des abrités.

Bloc statistique 3. PREMIÈRES NEIGES

Au Québec, les Autochtones (Anishinabegs, Weskarinis, Atikamekw, Cris, Innus, Naskapis, Abénakis, Malécites, Micmacs, Mohawks, Hurons et Inuit), qui composent 1,4% de la population totale, représentent 7,2% de la population itinérante. À Montréal, environ 10% des 3000 personnes sans domicile fixe sont autochtones, alors que ceux-ci ne représentent que 0,6% de la population de la ville. Parmi ces 10%, environ 40% sont des Inuit, résultats du racisme systémique et de la transmission transgénérationnelle des traumatismes historiques qui affectent cette population.

Brève réflexion 3. URGENCES

Certaines choses urgent: déstigmatisation de l'itinérance; augmentation drastique du financement, des ressources et des effectifs en milieux communautaires (refuges, centres d'hébergement, banques alimentaires et vestimentaires, services de suivis psychologiques); meilleur accès aux structures en soins physiques et sanitaires; établissement de services de médecine traditionnelle et d'un organisme d'accueil des Autochtones en milieu urbain; organisation de groupes de surveillance du rapport entre corps de police et itinérants.

Se révèlent ainsi les tares sociales que seule cette saison, âme des villes du Nord, peut mettre à jour avec tant d'efficacité. En cela, l'hiver québécois est un grand révélateur d'inégalités sociales. Peut-être alors faudrait-il passer plus de temps dehors, avec lui et son froid, pour en saisir les contrastes, et l'urgence qu'ils imposent. 🍁

1. «Dénombrement des personnes en situation d'itinérance au Québec le 24 avril 2018», rapport du ministère de la Santé et des Services sociaux, 2019.
2. «Être itinérant l'hiver, c'est tout ce que vous pouvez imaginer, et encore pire», *Huffpost Québec*, 7 février 2019.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

Consultez nos suggestions de lectures, de films, de vidéos et de sites Web en lien avec le dossier au www.revuereactions.qc.ca

DEVENIR UNE SAISON

Ouanessa Younsi

L'auteure est écrivaine et psychiatre

J'aimais l'hiver lors des canicules d'été. Je le chérissais de ce désir aiguisé par l'absence, comme éprise d'un homme que je voulais disparu. Je m'asseyais sur le divan du salon, suais à grosses gouttes et plongeais dans des souvenirs de flocons, de glace, de tempête. La vie formait une suite de remémorations enfilées telles des perles sur un collier, et le bijou se brisait, petites billes de mémoire roulant dans la cendre.

Livrée à la chaleur comme à une hyène affamée, je retrouvais le souvenir du chalet que nous avons loué cet hiver-là. Les yeux clos, je revoyais sa structure en bois rond, teint en brun et en rouge. Je revoyais les décorations de Noël, le sapin parsemé de lumières multicolores, le renne en plastique au seuil de la porte et, vers la droite, un écriteau disant *Merry Christmas* en lettres rouges et dorées – décorations qui restèrent en place jusqu'à la fin février. Des pancartes clouées à des arbres donnant sur la chaussée indiquaient *propriété privée, ne pas entrer, les fautifs seront poursuivis au civil*; elles donnaient au chalet l'allure d'une forteresse à protéger d'une impossible intrusion, car la maison – si tant est qu'on puisse appeler ainsi cette cabane en bois – gisait en pleine forêt, sans voisin à des lieues à la ronde; et s'il passait une voiture, nous nous exclamions d'un ton surpris: «du trafic!»

Il avait tant neigé qu'un immense glaçage recouvrait le toit. Je me refusai à dormir à l'étage, de crainte que le toit ne s'effondre et ne tue notre fils. À quelques mètres à l'ouest se trouvait un garage aux teintes délavées où s'empilaient pêle-mêle un vieux tracteur, deux tronçonneuses, une poulie rouillée, une remorque – un fouillis que la neige avait presque englouti.

Nous avons loué ce chalet pour l'hiver, car nous détestions la ville. L'hiver nous y paraissait anachronique: le siècle ne pouvait s'accorder avec la saison. Toute cette glace je la chérissais dans le bois ou au cœur d'une canicule. Par sa texture, son immensité, son caractère inéluctable, elle me rappelait la mort. Or, dans la forêt, point de deuil. La neige tressait un tapis blanc sur lequel les animaux dessinaient des traces que nous suivions comme des enquêteurs, des poètes.



Jean-François LeBlanc, *Le chemin éphémère*,
parc des Monts-Valin, Saguenay

J'avais contacté la propriétaire vers la fin de l'automne, tous les autres chalets étaient loués. Je lui avais épilé mon nom, elle devait me rappeler, me rappela et me demanda: «Êtes-vous écrivaine?» «Oui, et je suis mère». J'étais en congé de maternité. Tout ce que je créais, tout ce que je devenais, se concentrait dans cet amour-là. J'étais enveloppée de grésil, mais au cœur je brûlais d'un temps incompréhensible.

Nous nous rendions au chalet chaque fin de semaine, pour fuir le bruit de la ville qui nous engloutissait. Le chalet représentait un luxe: choisir l'hiver plutôt que de le subir. Un soir, nous y sommes arrivés plus tard que prévu. Une tempête ramassait tout sur son passage, comme ces tracteurs qui passionnent mon fils. La neige ne se contentait pas de tomber, elle giflait. Notre voiture louée tanguait sur la route. Nous avons emprunté l'autoroute, puis des chemins de bois quasi déserts. Le chalet gisait là, comme un animal.

Mon conjoint descendit les bagages – la chaise *Fisher Price* de notre fils, le parc, le sac à couches, la valise pleine de pyjamas, de jouets et de livres d'enfants – tandis que mon fils s'éveillait à la vie. Ses joues étaient rougies par la chaleur de l'habitacle, qui contrastait avec le temps froid qui nous blessait dehors. Je me demandai ce qui habitait ses

pensées et, s'il formulait des pensées, n'était-ce pas plutôt d'emblée des poèmes? Je le détachai du siège et le pris dans mes bras. Nous avons secoué nos manteaux avant d'entrer dans le chalet. Le foyer au bois nous regardait. Nous avons ouvert les rideaux, mais l'extérieur restait inaccessible, comme si un second rideau nous voilait les yeux – l'hiver. Nous avons tôt fait d'enfiler nos manteaux pour foncer dans sa blancheur. Nous voulions, comme à chaque hiver, pister les animaux dans la forêt. Notre fils écarquillait les yeux devant les flocons qui tombaient sur la terre. Il gigotait dans le porte-bébé. C'était son premier hiver, c'était, de nouveau, mon premier hiver.

Il avait tant neigé que les traces s'effaçaient. Ne restaient que des souvenirs. Parfois de profonds sillons suggéraient des animaux imposants. Nous rêvions d'originaux, d'ours. Par le passé nous avons pisté plusieurs pékans, des loutres, des renards, des perdrix, tous les petits rongeurs que le monde a portés, un lynx et un ours.

De l'ours je me souviens: il a laissé ses pas dans mon corps. Je me remémore ma crainte, mes cris – «un ours, un ours!» – lorsque j'ai distingué ses traces dans la poudreuse, si grandes qu'elles s'apparentaient à celles d'un humain. J'avais déjà aperçu des ours, mais deviner l'ours en début d'hiver, en période habituelle d'hibernation, me remplissait d'une inquiétude que seuls mes souvenirs d'enfance pouvaient aviver. Ma hantise: tomber par mégarde sur sa tanière, éveiller l'ours, m'éveiller moi.

En marchant dans l'hiver, je pensais à tout cela et à beaucoup d'autres choses – à J., devenue déficiente à la suite d'une maladie rare, qui vivait à l'âge de dix-huit ans dans une maison pour personnes âgées; à ce que nous mangerions ce soir; au fait que je serais sûrement menstruée demain; au lait que je sentais couler de mon sein droit. Et je réalisai, là, dans la forêt de Sainte-Émélie-de-l'Énergie, combien tout reste précaire, et que j'écrivais parce que j'oubliais, et que mon fils sentait le sapin sans savoir ce qu'est un sapin, ce qu'est un mot, ce qu'est la chose, et que la joie résidait dans cette neige, dans cet hiver de sa naissance, de ma naissance, et je réalisai que j'aimais l'hiver dès que je pouvais y plonger tout mon être, jusqu'à devenir moi-même glacial, congère. Je réalisai ce luxe: devenir une saison, une joie.

Notre numéro de janvier-février sera en kiosques et en librairies le 10 janvier. Pensez à réserver votre exemplaire! Il comprendra notamment un dossier sur :

LA NON-VIOLENCE

Une résurgence de mouvements de désobéissance civile et d'actions directes non-violentes s'observe depuis quelques années dans divers pays. Du mouvement mondial pour le climat à la mouvance indépendantiste catalane en passant par des mouvements de femmes en situation de guerre, qu'est-ce qui explique et motive ce choix revendiqué de la non-violence? Quel héritage, quelle éthique et quelles stratégies met-on de l'avant? Sans être érigé en dogme, le développement d'une culture de la non-violence peut aider nos sociétés à faire face aux défis de notre époque.



Étienne Prud'homme, *Passer de la nuit au jour*, 2017, 46 x 61 cm

AUSSI DANS CE NUMÉRO :

- un débat sur la foi comme justification de l'action individuelle et collective ;
- une analyse d'enjeux méconnus liés aux accords de libre-échange ;
- un regard sur le sort tragique fait aux Afro-Brésiliens, au Brésil ;
- le Carnet de Marie-Célie Agnant, la chronique littéraire de Violaine Forest et la chronique Questions de sens avec Bernard Senécal ;
- les œuvres de notre artiste invité, Étienne Prud'homme.

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Web: <www.revuere relations.qc.ca>.



LE PRÉCURSEUR
VOTRE ACTUALITÉ MISSIONNAIRE DEPUIS 1920
PUBLIÉE PAR LES SŒURS MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION

10\$ PAR AN
ABONNEMENT NUMÉRIQUE

www.pressemic.org



EN INDE, LA POPULATION FRAPPÉE PAR DE GRAVES CRISES ÉCOLOGIQUES

Les changements climatiques et la rapacité des multinationales affectent durement ce pays réputé pour sa riche biodiversité.

Pradeep W. K.

L'auteur, jésuite indien, étudie à Paris

L'Inde est un pays d'une grande diversité non seulement sur le plan culturel et linguistique, mais aussi sur les plans géographique et climatique, comme en témoignent ses forêts tropicales, ses régions arides, ses plateaux et ses montagnes couvertes d'arbres et de neige, entre autres. Bien qu'elle ne représente que 2,4% de la surface émergée de la planète, l'Inde est classée parmi les régions du monde dites de *mégabiodiversité* où se concentrent un nombre élevé d'espèces végétales et animales. Le pays abrite en effet 8% des espèces répertoriées dans le monde, dont 96 000 espèces animales et 47 000 espèces florales. Quatre des trente-six zones critiques de biodiversité du globe s'y trouvent, en tout ou en partie, à savoir l'Himalaya, les Ghâts occidentaux, l'Indo-Birmanie et le Sundaland (qui inclut les îles indiennes Nicobar). Selon l'ONG Conservation International, une zone critique de biodiversité est une région riche en biodiversité mais menacée; elle doit avoir perdu au moins 70% de son habitat original et contenir au moins 1500 espèces de plantes vasculaires endémiques (soit plus de 0,5% du total mondial).

La formule sanscrit « *Vasudhaiva Kutumbakam* » (« Le monde est une seule famille ») résume bien le lien particulier qui unit l'humanité, la nature et le divin, dans la culture indienne. Le respect de la nature, qui fait partie de l'ethos indien depuis des millénaires, se manifeste entre autres par de nombreuses fêtes l'honorant. Il ne repose pas sur une stratégie de survie, mais émane plutôt d'une compréhension profonde du fait que la relation de l'être humain avec le monde est un élément constitutif de la condition humaine. Bien avant que le concept moderne de réserve forestière ait été créé, les peuples de l'Inde avaient déjà des forêts sacrées, où l'entrée et l'activité humaines étaient interdites. Ce système existe encore aujourd'hui, en particulier dans les zones tribales du pays.

La législation indienne

En ce qui concerne l'application des lois environnementales, le gouvernement central et les gouvernements des États (l'Union indienne est constituée de 29 États) ont une



responsabilité partagée. La première mesure législative de l'Inde, après son indépendance, a été le *Wildlife Protection Act*, en 1972 – adopté en réponse à la Déclaration de la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain, à laquelle avait participé la première ministre de l'époque, Indira Gandhi. Cette loi a été suivie d'une série d'autres similaires touchant l'eau, l'air, etc. Par exemple, grâce à la loi sur la forêt (*Forest Act*), de 1980 et à celle sur la biodiversité (*Biodiversity Act*), de 2002, l'étendue de la forêt est passée de 63,9 Mha à 70,6 Mha entre 1980 et 2015, selon les données de l'Évaluation des ressources forestières mondiales de 2015 de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

La tragédie de Bhopal – une des pires catastrophes industrielles de l'histoire – a aussi marqué une étape importante. La fuite d'isocyanate de méthyle, qui a eu lieu le 2 décembre 1984 dans l'usine de pesticides Union Carbide India Limited de Bhopal, a causé 3787 morts le jour même, selon les chiffres officiels. Mais c'est sans compter les milliers de décès survenus par la suite ni les nombreuses maladies chroniques dont elle a été la cause, ni encore les dégâts environnementaux qui continuent d'affecter la région. En réaction à cette



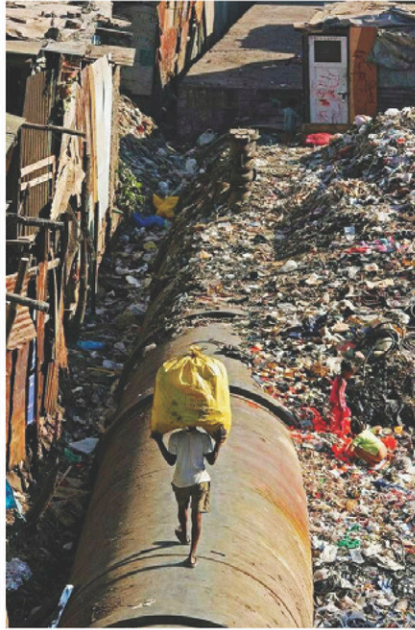
catastrophe, le gouvernement central a adopté en 1986 la loi sur la protection environnementale (*Environmental Protection Act*), l'une des législations environnementales les plus complètes en comparaison aux lois fragmentaires votées jusque-là, qui concernait soit l'eau, soit l'air, soit la forêt, etc. Elle tient compte des interrelations fondamentales de ces différents éléments de la nature entre eux et entre les êtres humains et les autres organismes vivants.

Cependant, malgré de telles mesures, les pratiques économiques de multinationales qui profitent à une minorité des classes privilégiées conduisent le pays à des crises environnementales et sociales. Parmi celles-ci, mentionnons-en trois qui nécessitent une action immédiate de la part des autorités et des citoyens.

La crise de l'eau

L'Inde doit faire face à la fois aux sécheresses et aux inondations. La sécheresse est un phénomène indissociable de la température. En juin 2019, la mégapole de Delhi a connu une température record de 48 °C, et la ville de Churu au Rajasthan, une température de 50,8 °C. Selon les données du Système de détection anticipée des sécheresses, 54,3% de la superficie de l'Inde était confrontée à la sécheresse à la fin juin 2019, une situation d'autant plus alarmante qu'elle se produit pendant la saison des moussons alors que le pays est censé avoir reçu suffisamment de pluies pour les semailles qui ont lieu pendant cette période. Par exemple, dans l'État du Karnataka, dans le sud-ouest de l'Inde (67 millions d'habitants), 80% des districts ont été déclarés « région affectée par la sécheresse », et au Maharashtra dans le centre-ouest (123 millions d'habitants), 72% des districts l'ont été. Selon le rapport de la National Institution for Transforming India, en 2018, 600 millions de personnes en Inde étaient confrontées à un stress hydrique extrême; 75% des ménages n'avaient pas d'eau potable sur place et 70% des sources d'eau disponibles étaient contaminées. Le pays se classe ainsi au 120^e rang sur 122 dans l'Indice de qualité des eaux. Situation absurde: l'Inde est le 3^e exportateur d'eau souterraine du monde!

En ce qui concerne les inondations, si elles sont très régulières dans des endroits comme Mumbai, Chennai et les plaines du Gange et du Brahmaputra, elles se produisent de plus en plus de manière inhabituelle dans d'autres régions. L'an dernier, par exemple, près de 500 personnes ont perdu la vie et plus d'un million ont été déplacées au Kerala à cause des inondations. En 2019, les chutes abondantes de pluie en juillet et en août ont touché dix États, causant plus de 200 morts et entraînant le déplacement de plus d'un million de personnes. D'après les experts, la raison principale de ces inondations, outre les pluies anor-



Pollution par les déchets en Inde.
Photo: John Davison/Flickr

males, est la mauvaise planification urbaine, notamment les constructions anarchiques d'habitations. Malgré les droits garantis par la Constitution indienne, la discrimination fondée sur le statut socioéconomique et sur les castes – dans les régions de cultures védiques – hante l'Inde, surtout pendant les périodes de stress climatique. Les personnes qui souffrent le plus sont celles des couches sociales inférieures. Dans l'État d'Assam, par exemple, une région sujette aux inondations située à l'extrême est du pays, les membres des castes inférieures sont souvent exclus des efforts de secours et d'indemnisation. Dans la région de Saurashtra, sujette quant à elle à la sécheresse et située à l'extrême ouest du pays dans l'État du Gujarat, les membres des castes inférieures n'ont pas accès à l'eau du fleuve Narmada,

la seule source d'eau potable de la région. Le quotidien *India Today* a rapporté (le 2 juillet 2019) que dans l'Uttar Pradesh, dans le nord de l'Inde, les camions citernes transportant de l'eau sont envoyés principalement dans les villages des castes supérieures et que les Dalits (les « Intouchables »), au plus bas dans l'échelle du système de castes, ne sont même pas autorisés à toucher les pompes à eau installées dans les zones des castes supérieures. Parfois, ils doivent marcher jusqu'à 8 km à la recherche d'eau potable. Chez les Dalits, ce sont les femmes qui sont les plus touchées, car ce sont elles qui sont chargées de chercher de l'eau pour les besoins domestiques.

Forêts et déplacements

Pour ce qui est des forêts, de nombreuses zones forestières ont été déclarées propriété de l'État à l'époque coloniale, et ce, non pas pour les protéger, mais pour en avoir le contrôle et accroître les profits. Cela a mis en danger la vie de milliers de personnes appartenant à différents peuples indigènes (comme aujourd'hui en Amazonie) qui vivaient traditionnellement dans ces zones depuis des siècles. Non seulement ces populations dépendaient-elles entièrement de ces ressources, mais, grâce à leurs savoirs traditionnels, elles maintenaient également l'équilibre intérieur de ces forêts avec des règles précises d'utilisation et de conservation de la nature.

Pour remédier à cette injustice historique, le gouvernement central a adopté, en 2006, la loi sur la protection des tribus et autres habitants des forêts (*Scheduled Tribes and Other Traditional Forest Dwellers Act*), qui leur a rendu leurs droits de gérer les terres forestières et les ressources à l'intérieur des limites des villages. En vertu de cette loi, les personnes qui résident traditionnellement dans les terres forestières depuis plus de 75 ans et/ou qui dépendent traditionnellement des produits forestiers pour leur subsistance ont un droit reconnu également sur les



terres de ces régions. Pourtant, en 2008, un certain nombre de personnes, surtout des agents forestiers, ont signé une pétition contestant la validité de cette loi, affirmant qu'elle favorisait la déforestation. En outre, les signataires exigeaient l'expulsion de ceux et celles dont les revendications territoriales avaient été rejetées devant les tribunaux. Il semble que cette contestation des agents forestiers avait pour but de reprendre le contrôle des forêts qu'ils ont exploitées illégalement durant des décennies en toute impunité. Malheureusement, le 13 février 2019, la Cour suprême a statué que les gouvernements des États devaient effectivement expulser, avant le 27 juillet dernier, plus de 1,2 million de ménages de 17 États, dont le droit d'habiter ces terres n'a pas été reconnu. Et comme les gouvernements de certains États n'ont pas encore donné la liste des personnes à expulser, il est possible que beaucoup d'autres s'ajoutent. Où et comment ces centaines de milliers de personnes survivront-elles après cette migration forcée et involontaire? Nul ne le sait.

Exploitation et pollution

Un autre problème majeur est l'assouplissement des procédures d'autorisation environnementale pour les grands projets de construction et les industries qui non seulement détruisent les forêts et exploitent à outrance les ressources naturelles, mais aussi produisent une grande quantité de déchets et de polluants. Récemment, au nom du développement économique et des liens avec les multinationales, le gouvernement central a affaibli la portée de législations

environnementales comme le *Wildlife Protection Act* de 1972 et le *Land Acquisition Act* de 2013. Dorénavant, le nombre de jours pour obtenir une autorisation environnementale est réduit à 190 au lieu de 600, et l'étude d'impact environnemental qui devait évaluer les conséquences des projets sur l'environnement et sur les communautés locales est réduite à un simple « rite de passage » auquel les entreprises sont soumises pour obtenir automatiquement l'autorisation d'aller de l'avant.

Par ailleurs, pour contrecarrer toute contestation de projets, certains changements ont été introduits en 2017 dans la composition et le fonctionnement du National Green Tribunal (NGT), institué en 2010, afin de permettre un « règlement efficace et rapide des affaires relatives à la protection de l'environnement et à la conservation des forêts et autres ressources naturelles ». L'autonomie du NGT a ainsi été affaiblie. Outre son président, qui est recommandé par un groupe dirigé par le président de la Cour suprême ou son délégué, les quatre membres qui composent le tribunal seront dorénavant recommandés par le gouvernement, laissant planer une possible instrumentalisation ou ingérence politique. Cette édulcoration de la loi est choquante. En 2010, l'Inde était classée au 123^e rang de l'Indice de performance environnementale sur les 163 pays considérés; en 2018, elle se situe au 177^e rang sur 180! Selon une étude réalisée par le IQAir Group et Greenpeace en 2018, basée sur des données provenant de 3000 villes de 73 pays, 22 des 30 villes les plus polluées se trouvent en Inde. Ce n'est vraiment pas d'un relâchement de la protection de l'environnement dont l'Inde a besoin, mais d'un resserrement majeur.

La loi ne suffit pas

Dotée de richesses naturelles exceptionnelles, de savoirs et de pratiques traditionnelles remarquables, l'Inde s'est dotée au fil des ans d'importants mécanismes institutionnels qui favorisent une saine gestion de l'environnement et un développement écoresponsable. Mais en même temps, elle fait face à une forte augmentation du nombre de crises environnementales causées par les changements climatiques et les pratiques prédatrices des multinationales, qui menacent de plus en plus les conditions d'existence des humains, de la flore et de la faune. Cet état des choses est à la fois un rappel de l'importance des relations de respect et de bienveillance qui doivent être entretenues à l'égard de la nature – encore très présentes dans la population indienne – et un avertissement quant aux probables catastrophes à venir si nous relâchons notre attention. Les lois et les règles ne suffisent pas. Comme le dit le pape François dans *Laudato si'*, « nous ne pouvons pas nous empêcher de reconnaître qu'une vraie approche écologique se transforme toujours en une approche sociale, qui doit intégrer la justice dans les discussions sur l'environnement, pour écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres ». ©



Jour de lessive dans un bidonville pollué de l'Inde.
Photo: John Davison/Flickr



SORTIR DE L'OTAN, UNE EXIGENCE

L'année 2019 marque le 70^e anniversaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. C'est l'occasion de réfléchir aux excellentes raisons qui devraient pousser le Canada à s'en retirer.

Raymond Legault*

L'auteur est l'un des porte-parole du Collectif Échec à la guerre

Le 4 avril 2019, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) célébrait son 70^e anniversaire. Pour marquer l'occasion, Affaires mondiales Canada publiait en ligne un dossier intitulé «Le Canada et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord». On y affirme, entre autres que «Cette alliance politique et militaire a été créée afin de promouvoir la stabilité dans la région de l'Atlantique Nord et de préserver la liberté des populations de cette région dans le respect des principes de la démocratie, de la liberté individuelle et de la primauté du droit [...] L'OTAN est un acteur de premier plan pour la paix et à (sic) la sécurité à l'échelle internationale et elle y contribue activement. Elle fait la promotion de valeurs démocratiques et est attachée au règlement pacifique des différends [...] Elle est la pierre angulaire de la politique du Canada en matière de sécurité et de défense.»

Liberté, démocratie, droit, paix, sécurité, défense... Autant d'aspirations nobles et d'objectifs légitimes dans lesquels se drape le discours officiel d'une organisation qui vise, d'abord et avant tout, le maintien et l'élargissement de l'empire étasunien et de tout le système capitaliste occidental qu'il domine, quitte à mettre à feu et à sang certaines régions récalcitrantes et vulnérables et à mettre en péril la survie même de l'humanité.

Un instrument de guerre et de domination

De 1949 à 1989, l'OTAN a été un instrument de la guerre froide dominé par les États-Unis. Puis, elle a adopté une nouvelle stratégie de «missions globales, de portée globale avec des partenaires globaux» – qui entre ouvertement en conflit avec le mandat de l'ONU dont le but premier est de «maintenir la paix et la sécurité internationales¹».

L'OTAN a ainsi été, officiellement, à l'origine de deux guerres : la campagne de bombardements contre la Serbie en 1999 (guerre du Kosovo) et la guerre en Afghanistan, commencée en 2001 et qui se poursuit toujours. Dans les deux cas, l'OTAN a précipité l'agression sans autre issue possible. Puis, en 2011, détournant complètement de son objectif une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies visant la protection des populations civiles, l'OTAN a déclenché une guerre contre la Libye, qui a plongé ce pays dans un chaos dont il n'est toujours pas sorti. Et il y a eu ces autres guerres

atroces – en Irak et en Syrie – menées par les États-Unis, avec des «coalitions de volontaires» auxquelles plusieurs pays de l'OTAN se sont empressés de participer. Depuis 2014, les déploiements militaires de l'OTAN en Ukraine, en Pologne et dans les pays baltes ne sont pas non plus des gages de règlement pacifique des conflits.

Dépenses militaires et commerce d'armes

Selon un rapport du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1822 milliards de dollars US en 2018, une hausse – en dollars constants – de 2,6% par rapport à 2017, et de 76% par rapport au creux de l'après-Guerre froide en 1998. Les dépenses militaires des membres de l'OTAN (29 pays) se sont élevées à 963 milliards de dollars, soit près de 53% du total mondial (193 pays). À elles seules, les dépenses militaires des États-Unis ont constitué 36% des dépenses mondiales, soit plus que le total combiné des sept autres pays en tête de liste (incluant la Chine et la Russie). Le budget militaire étasunien, adopté par le Congrès pour l'année 2020, s'élève à 738 milliards, comparativement à 610 milliards en 2017, une augmentation de 21% en trois ans!

Le SIPRI rapporte aussi que les ventes d'armes ont été en constante augmentation dans le monde depuis 2000 et que, pour la période 2014-2018, elles ont augmenté de 7,8% par rapport à la période 2009-2013. Au cours des cinq dernières années, sept des dix plus importants pays exportateurs d'armes dans le monde étaient des membres de l'OTAN ; leurs exportations ont représenté près de 59% du total mondial, celles des États-Unis comptant, à elles seules, pour 34%. Pour la période 2013-2017, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont été respectivement les 2^e et 4^e plus importants acheteurs de ces armements, qui ont été utilisés dans leur guerre contre le Yémen, entraînant la pire catastrophe humanitaire au monde selon l'ONU.

Intimidation ultime par le nucléaire

Outre le réchauffement climatique, une autre menace pèse depuis des décennies sur la survie même de l'humanité : les armes nucléaires. À cet égard, le 7 juillet 2017, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires avec 127 voix pour, 1 voix contre et une abstention. Or, 28 des 29 pays membres de l'OTAN (dont le Canada) ont boycotté l'ensemble du pro-



Une passante croisant un des immeubles détruits par les bombardements de l'OTAN, Kosovo, 25 mars 2000. Photo: PC/ Darko Vojinovic

cessus d'élaboration de ce traité, y compris la séance de son adoption. Les États-Unis leur ont bien fait comprendre que « tant que les armes nucléaires existeront, l'OTAN demeurera une alliance nucléaire² » (traduction libre).

Avec une telle posture, les déclarations répétées de l'OTAN prétendant vouloir « créer les conditions pour un monde sans armes nucléaires » sonnent bien creux.

Deux positions possibles

Il existe, en gros, deux positions dans le « mouvement pour la paix » au Canada concernant la participation du Canada à l'OTAN: exiger son retrait ou l'appeler à y jouer un rôle de leadership positif. Cette dernière position repose, à notre avis, sur une vision irréaliste, le Canada n'étant pas susceptible d'adopter les points de vue progressistes qu'on aimerait le voir défendre au sein de l'OTAN.

Le Collectif Échec à la guerre, dans son fascicule « La militarisation de la politique étrangère du Canada: qui dicte l'agenda? » (2009), explique qu'on a pu constater, dès 1994, un virage militariste de la politique étrangère canadienne avec le *Livre blanc sur la défense* du gouvernement de Jean Chrétien qui, déjà, entendait doter le Canada d'une véritable force de combat et prendre ses distances avec l'ONU, en faveur de l'OTAN. Quelques années plus tard, le Canada a pris part à la guerre du Kosovo (1999) et à la guerre en Afghanistan, après les attentats du 11 septembre 2001. Puis, en 2005, le passage officiel aux « missions de combat » est annoncé avec le déploiement des troupes canadiennes à Kandahar et la déclaration du nouveau chef d'État-major de la Défense, Rick Hillier, à l'effet que l'armée canadienne pourra enfin jouer son « vrai » rôle, celui de pourchasser « ces ordures et ces assassins détestables » et « d'être prête à tuer des gens³ ».

Cette évolution, qui s'est consolidée jusqu'à maintenant, n'est pas le fruit du hasard. Ses plus ardents promoteurs ont été les grands milieux d'affaires regroupés au sein du Conseil canadien des chefs d'entreprises, qui prônent une intégration économique, politique et militaire de plus en plus poussée entre le Canada et les États-Unis.

Au cours des dernières décennies, l'expansion des investissements directs des entreprises canadiennes à l'étranger a été phénoménale, particulièrement dans le secteur minier –

près des deux-tiers des compagnies minières dans le monde sont basées au Canada –, mais aussi dans les secteurs pétrolier, gazier et de la construction. Cette expansion fulgurante de même que les politiques qui l'ont favorisée, la corruption qu'elle entretient, les violations de droits et

les désastres écologiques qu'elle engendre, les mouvements de résistance qu'elle suscite et la répression qui s'abat sur ces derniers ont fait l'objet de nombreux plaidoyers et de multiples alertes de la part d'ONG québécoises et canadiennes. Des livres importants comme *Noir Canada: pillage, corruption et criminalité en Afrique* (Écosociété, 2008) et *Blood of Extraction, Canadian Imperialism in Latin America* (Fernwood Publishing, 2016) en traitent. En quatrième de couverture de ce dernier livre, Noam Chomsky écrit:

« Cette analyse minutieuse et détaillée des politiques économiques et de l'interférence politique du Canada en Amérique latine démontre, dans ses détails brutaux, le rôle prédateur et destructeur d'une puissance impérialiste secondaire opérant au sein du système général de subordination du Sud global aux impératifs de la richesse et du pouvoir des pays du Nord » (traduction libre).

Car c'est d'abord et avant tout pour assurer la protection et l'avancée des intérêts des multinationales canadiennes – et d'un système global qui les favorise – que se déploie la politique étrangère canadienne. Cette politique vise l'ouverture inconditionnelle de nouveaux territoires aux capitaux étrangers, l'accès libre aux territoires et aux ressources, un cadre législatif de redevances, de taxation et de protections environnementales réduit au strict minimum, la possibilité de rapatrier un maximum de profits, etc. Ce dont cette politique a également besoin, ce sont des forces locales (policières, militaires ou paramilitaires) pour réprimer les mouvements de résistance des communautés – souvent autochtones – qui luttent contre leur déplacement forcé et la destruction de leur mode de vie traditionnel causée notamment par la pollution de leurs cours d'eau, de leurs territoires, etc.

C'est non seulement toute la diplomatie, mais de plus en plus « l'aide au développement » et les « ententes de sécurité » qui sont subordonnées à cette politique



étrangère. Pour en masquer les effets dévastateurs, on vante l'amélioration du niveau de vie des populations grâce aux investissements étrangers, le transfert de l'expertise canadienne en matière de « bonne gouvernance » des ressources naturelles et de l'environnement (!) et la « conduite responsable des entreprises ».

C'est pour assurer la protection et l'avancée des intérêts des multinationales canadiennes – et d'un système global qui les favorise – que se déploie la politique étrangère canadienne.

C'est de toute cette sombre logique que découle le rôle majeur qu'a joué le Canada dans le coup d'État qui a renversé le gouvernement Aristide en Haïti, en 2004, et le rôle tout aussi important qu'il joue maintenant dans la tentative ouverte et soutenue de renverser le gouvernement Maduro au Venezuela. Sans parler de ses ententes de sécurité avec la Colombie – le pire pays d'Amérique du Sud pour les violations des droits de la personne – ou de sa reconnaissance immédiate du gouvernement issu du coup d'État au Honduras, en 2009, et de son prolongement lors des élections frauduleuses de 2017. Après ce coup d'État, les investissements des sociétés minières canadiennes au Honduras ont littéralement explosé.

Les principaux pays regroupés au sein de l'OTAN ont des intérêts semblables à défendre et des politiques étrangères similaires. C'est pour cela que la fonction de l'OTAN est d'être « la pierre angulaire de la politique du Canada en matière de sécurité et de défense » et non d'assurer la protection de ses citoyennes et de ses citoyens, la liberté et la démocratie.

Viser la sécurité réelle

Pour la paix et la sécurité réelle de toutes les personnes vivant sur la Terre, il n'y a rien de bon à attendre de l'OTAN et rien à attendre du Canada en son sein. Exiger le retrait du Canada de l'OTAN permettrait de dénoncer le caractère dominateur et destructeur de cette organisation et d'attirer l'attention sur la menace de guerre nucléaire que la stratégie de l'OTAN accentue. Cela permettrait aussi de démasquer le rôle néfaste que joue le Canada dans le monde, le mensonge derrière ses discours bienveillants et les raisons véritables de sa participation à l'OTAN, en affirmant haut et fort notre attachement à un ordre international fondé sur le droit, que les actions et l'expansion de l'OTAN mettent de plus en plus à mal.

Comme pour le réchauffement climatique, l'enjeu est global et concerne la survie même de l'humanité. Les ressources énormes actuellement détournées dans les guerres et la production d'armements pourraient servir non seulement à soutenir les vastes projets de reconversion indispensables, ici, pour contenir le réchauffement climatique, mais aussi à aider les pays les plus durement touchés, qui n'ont qu'une responsabilité minime dans ce problème et des ressources limitées pour en affronter les conséquences. La sécurité réelle, à l'échelle planétaire, ne pourra venir que par le désarmement nucléaire ainsi que par le démantèlement de l'OTAN, des autres alliances militaires et des complexes militaro-industriels. Cet objectif gigantesque ne pourra se réaliser qu'en s'affranchissant des discours alarmistes de nos dirigeants sur tous les prétendus « dangers » qui nous guettent. ☹

* L'auteur s'exprime ici à titre personnel.

1. Voir Raymond Legault, « L'OTAN, le bras armé des États-Unis », *Relations*, n° 770, février 2014.
2. United States Mission to NATO, « Defense impacts of potential United Nations General Assembly nuclear weapons ban treaty », 17 octobre 2016.
3. Daniel Leblanc, « JTF2 to hunt al-Qaeda », *The Globe and Mail*, 15 juillet 2005.

radio vm
AU COEUR DE L'ESSENTIEL

RADIOVM.COM

91,3 FM MONTRÉAL	100,3 FM SHERBROOKE	89,9 FM TROIS-RIVIÈRES	89,3 FM VICTORIAVILLE	104,1 FM RIMOUSKI
----------------------------	-------------------------------	----------------------------------	---------------------------------	-----------------------------



La remise du prix de notre concours d'écriture étudiant « Jeunes voix engagées » a eu lieu le 5 octobre dernier à la Maison Bellarmin, à Montréal. Simon Chaunu, étudiant au doctorat en sociologie à l'Université Laval, est l'heureux gagnant. Voici le texte qui lui a valu le prix qui était accompagné d'une bourse de 500 \$.

AU-DELÀ DE LA TRANSITION: RENOUER AVEC LES RACINES DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Simon Chaunu

Toute tentative sérieuse d'appréhender la crise générale de la biosphère doit partir de ce constat simple: ce que l'on désigne par transition écologique n'aura pas lieu. Et il faut de plus ajouter que toute politique relevant de cette catégorie ne pourra qu'empirer, à terme, le biocide planétaire en cours.

Une telle affirmation n'a pas pour but de faire de la provocation anti-écologiste facile, telle qu'elle pullule dans les médias les plus médiocres, où les contradictions et faiblesses des mouvements environnementalistes sont instrumentalisées afin de nier notre course vers l'abîme. Il s'agit au contraire de réveiller l'idéal d'une écologie politique radicale, s'appuyant sur une critique rigoureuse de la civilisation industrielle qui étend son emprise sur le globe depuis plus de deux siècles.

C'est seulement depuis une telle position qu'il nous semble décent de rejeter le réformisme vert et le récit dominant de la transition, qui se concentrent principalement sur la question du climat. Sans doute faut-il ajouter ici un second constat: le récit médiatique du « changement climatique » – déjà une euphémisation du « réchauffement planétaire » qui faisait la une des médias il y a quelques années – est une terrible simplification de la guerre contre le vivant menée par nos structures industrielles et technoscientifiques. Là encore, cette affirmation pourrait ressembler à une provocation inutile devant l'importante proportion de nos contemporains qui est devenue, à juste titre, obsédée par les émissions de gaz à effet de serre et notre dépendance aux énergies fossiles. Une crainte apocalyptique nouvelle s'est emparée des esprits, particulièrement sur les médias sociaux où certains s'enfoncent dans le désespoir et annoncent qu'ils ne feront jamais d'enfants, tandis que d'autres décident de militer contre l'extinction de masse qui vient par des actes de désobéissance civile. Et devant les rapports scientifiques qui s'accumulent – nous informant de l'accélération de la détérioration du climat, de la destruction rapide des populations d'insectes, d'oiseaux et de poissons, de l'« empoisonnement » généralisé causé par des produits chimiques synthétiques aux noms imprononçables, etc. –, il est difficile de ne pas succomber

à cet esprit du temps eschatologique et à la mode de la collapsologie, cette « science » de l'effondrement.

Une impasse annoncée

Plusieurs parmi les militants et les militantes les plus révoltés partagent avec les environmentalistes les plus institutionnels le récit de la transition. Or, la question énergétique qui en est le thème central en constitue en même temps le talon d'Achille. Ce récit de la transition affirme pouvoir nous libérer des énergies fossiles grâce à des technologies de pointe permettant l'exploitation efficiente des énergies « vertes » et « renouvelables »: l'éolien, le solaire, l'hydroélectricité, la biomasse et même, pour certains, le nucléaire. Mais un examen approfondi révèle vite l'impasse: il est en réalité impossible de substituer ces énergies aux combustibles fossiles pour maintenir, voire étendre, nos niveaux actuels de production et de consommation. En outre, l'utilisation massive de certaines d'entre elles nécessite l'extraction polluante de ressources spécifiques, comme les métaux rares, ce qui met à mal leur prétendue « propreté ». Plus encore, ces énergies « vertes » peuvent entraîner des effets pervers désastreux, puisque la diminution de la consommation de pétrole et de charbon, dans certains secteurs, peut conduire à leur usage croissant dans d'autres, selon ce que les spécialistes de la question énergétique appellent le paradoxe de Jevons¹.

À la racine de cette erreur se trouve notre incapacité à comprendre que notre civilisation industrielle repose entièrement sur une façon – unique dans l'histoire humaine – de penser et d'utiliser l'énergie: un stock inépuisable à consommer et à consommer afin de soutenir l'expansion illimitée d'un monde mécanique, d'une prolifération d'objets techniques, d'instruments, de machines et de réseaux. Une *mégamachine* nécessitant l'extension parallèle d'organisations bureaucratiques, publiques comme privées, afin de réguler et de normaliser les comportements des individus placés dans cet univers synthétique dévitalisé. Un des aspects déconcertants du moment est cette impression de jouer dans une mauvaise comédie. On se souviendra qu'il y a seulement une

décennie, la transition énergétique devait, déjà, nous sauver. En 2006, l'ancien vice-président américain Al Gore remportait un succès populaire mondial grâce à son documentaire *Une vérité qui dérange*, et il recevait le prix Nobel de la paix l'année suivante, conjointement avec le GIEC. Au même moment, en France, Nicolas Hulot, alors à la tête de sa fondation éponyme, parvenait à faire signer un pacte écologique par les principaux candidats à l'élection présidentielle, puis, une fois élu, Nicolas Sarkozy promettait un «New Deal écologique» à la tribune des Nations unies et lançait un «Grenelle de l'environnement» devant faire de la France un chef de file en matière de développement durable. Enfin, l'accession au pouvoir de Barack Obama, dans la foulée de la crise financière de 2008, semblait annoncer une nouvelle ère tant pour les États-Unis que pour l'ensemble du globe et l'amorce d'une diplomatie climatique multilatérale.

Nul besoin de dire ici ce que sont devenues ces espérances. Nous pensons alors pouvoir encore sauver les ours polaires sur leurs morceaux de banquise de plus en plus étroits; aujourd'hui, nous pleurons d'avance leur disparition.

Notre critique n'est pas neuve. Dans *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, publié en 2008, René Riesel et Jaime Semprun, deux vétérans de Mai 68 et héritiers du mouvement situationniste, démystifiaient avec brio les discours catastrophistes de l'écologie institutionnelle. Et déjà il ne s'agissait pas de contester la gravité de la crise, mais au contraire de mettre en lumière à quel point celle-ci était réduite et simplifiée à un ensemble de statistiques et de mesures quantitatives sans âme. Selon eux, l'erreur des partisans d'un «catastrophisme éclairé» – les ancêtres de nos collapsologues contemporains – était de ne pas avoir compris que le désastre avait déjà eu lieu. Que la société industrielle, marchande et technicienne avait accompli son travail de destruction le plus extrême, non seulement dans l'environnement, mais aussi dans l'esprit humain, sapant fondamentalement le goût de la liberté. Dans cette situation d'apathie et d'impuissance, Riesel et Semprun pressentaient que les prévisions pessimistes émises sous l'autorité de la science ne pouvaient que soutenir des programmes technocratiques de mise sous tutelle bureaucratique de ce qui restait de la biosphère. Cependant, ils prévoient que cette «administration du désastre» échouerait quant à ses objectifs affichés, tout en ayant des effets délétères: l'allongement de l'agonie du système industriel et l'étouffement de l'esprit critique.



Jean-Claude Ravet, rédacteur en chef de *Relations*, et Simon Chaunu à la remise du prix, le 5 octobre 2019. Photo: Gilles Pilette

Ils ne pouvaient toutefois prédire que le mouvement environnementaliste officiel, par ses revendications, n'obtiendrait en réalité que des résultats dérisoires des accords non contraignants pour les États, quelques fonctions ou ministères ici et là, une zone naturelle préservée dans tel pays, une taxe carbone dans un autre, pendant que les usines à charbon, les aéroports et les serveurs informatiques se multiplient et tournent à plein régime. Et toujours, toujours, des annonces et des promesses répétées de sommet international en sommet international, de campagne électorale en campagne électorale.

L'idée que les fondements mêmes de notre civilisation, son imaginaire autant que sa matérialité, puissent être viciés ne peut plus être éludée, comme le fait le discours dominant de la transition et ses avatars – développement durable, croissance verte, économie circulaire, etc. Celui-ci prétend pouvoir nous faire vivre mieux dans un monde mourant en remplaçant la création de la valeur économique par la production d'un bien-être quantifié. Nous sont promis un taux d'alphabétisation supérieur, une espérance de vie plus longue, un revenu minimal satisfaisant; peut-être même pourra-t-on faire rentrer dans les calculs la proximité avec un espace vert dûment protégé, ou un nombre accru de relations sociales par personne. En supposant qu'il soit encore possible d'atteindre de tels objectifs durant les décennies qui viennent, comment une telle existence dans un milieu technicisé et administré rendu «durable» pourrait-elle véritablement être une vie bonne? Ce discours, aveugle quant à ses propres prémisses, est incapable de le justifier.

Partir sur d'autres bases

La question philosophique de la vie bonne était pourtant centrale à la critique écologiste moderne, dès son essor dans les années 1970. Mais depuis, sa mémoire a été soigneusement travestie, déformée, insultée ou ignorée par les puissances industrielles, politiques et médiatiques. Si les urgences du présent nous pressent de nous engager dans l'action – signer telle pétition, participer à telle marche, se mettre en grève, bloquer un siège social, etc. –, la tâche de s'arrêter pour *penser mieux* est tout aussi essentielle. Pour cela, nous pouvons nous appuyer sur une tradition intellectuelle marginalisée, qui prit racine dans les premières contestations contre le nouvel ordre industriel, il y a déjà deux siècles de cela. Comme l'ont montré dans des travaux récents des historiens comme Jean-Baptiste Fressoz et François Jarrige, cet ordre ne s'est pas imposé sans susciter des résistances tant chez les intellectuels

que chez les populations paysannes et artisanes qui se faisaient brutalement déposséder de leurs lieux de vie, de leurs savoirs et de leurs pratiques par la caste industrialiste et ses alliés.

Ce fut cependant au XX^e siècle que ce courant critique se consolida, grâce à des penseurs tels Lewis Mumford, Günther Anders, George Orwell, Bernard Charbonneau, Jacques Ellul, Murray Bookchin, Ivan Illich, André Gorz, Christopher Lasch et bien d'autres encore. Au-delà de leurs caractères propres et de leurs idiosyncrasies, ces intellectuels s'attaquèrent à la déqualification du travail par la mécanisation et la bureaucratisation, à la transformation de l'État en un gigantesque corps administratif organisé, à l'apparition d'un univers fantomatique de sons et d'images avec les médias de masse. Ils mirent en cause la double destruction de notre environnement naturel et des traditions culturelles historiques et, *in fine*, le mythe de la Modernité et du Progrès, l'illusion d'une humanité finalement majeure, rationnelle et sécularisée.

Contrairement à ce qu'ont pu affirmer certains de ses détracteurs, cette critique n'était pas réactionnaire, son souci n'étant pas le maintien des hiérarchies et de l'ordre social mais bien la liberté, qui semble échapper de nouveau à l'humanité au moment où elle se débarrasse d'anciennes contraintes. On leur reprocha également d'être pessimistes – un grief sans doute plus exact –, mais un regard honnête sur notre situation, quelques décennies après leurs avertissements, nous montre qu'ils avaient bien des raisons de l'être. Anders le remarquait : la leçon souvent oubliée du mythe de Cassandre est que ses prophéties se révélèrent justes.

Malgré la noirceur de leur diagnostic, ces intellectuels explorèrent tout de même les sentiers perdus qui pourraient nous mener vers une civilisation nouvelle, plus sobre et plus juste, bien que son enfantement soit difficile. À nous désormais de donner plus de substance à ce dont ils avaient tracé les contours : un socialisme *biotechnique et anti-industriel* pouvant faire le pont entre le passé et le présent. En effet, dès les années 1930, l'idée d'une société biotechnique a été défendue par l'historien Lewis Mumford. Il désignait ainsi un nouvel usage de la technique rompant radicalement avec les technologies industrielles de haute puissance, ces dernières ne servant qu'à

la quête effrénée de finalités abstraites et mortifères, comme le profit, la propriété ou encore le pouvoir politique. Selon lui, le programme socialiste de réappropriation et de démocratisation de la production devait être complété par une révolution des valeurs, assumant le ralentissement considérable de nos rythmes de production afin de privilégier l'épanouissement de la vie – sous toutes ses formes – et la plénitude de la personne humaine.

Ces idéaux sont toujours actifs, mais apparaissent sous un jour nouveau : la critique anti-industrielle contemporaine, qui se veut l'héritière à la fois des luttes ouvrières et des luttes pour la protection des territoires, affirme qu'il est désormais incontestable que la croissance et le développement menacent, pour les siècles qui viennent, les conditions humaines d'existence. Les « zones à défendre » qui surgissent ici et là sont en partie l'expression en actes de cet anti-industrialisme, de ce refus de « gérer » le désastre en cours².

La perspective ici délimitée invite donc à réconcilier la construction sociale de la liberté par l'émancipation du travail avec la créativité surabondante de la nature organique – sans nier qu'il doit toujours exister une tension entre l'humanité et son milieu. Cela exige d'abandonner l'essentiel des moyens techniques et bureaucratiques que nous avons accumulés depuis la révolution industrielle, car ils ne sont simplement pas ré-appropriables, étant déjà des finalités concrètes, matérialisant l'imaginaire industrialiste et techniciste. Un tel « regrès » technique, de toute manière inévitable à long terme, nous confrontera à des choix difficiles et devra nécessairement être contrebalancé par un puissant renouveau de l'idéal de solidarité.

Il n'est toutefois pas question, bien évidemment, de revenir à une nature vierge ou à un mode de vie communautaire archaïque, les deux souvent mythifiés. Il s'agit plutôt d'inventer avec lucidité, dans les ruines de l'industrialisme, une nouvelle façon de tisser les liens entre culture et nature. ☺

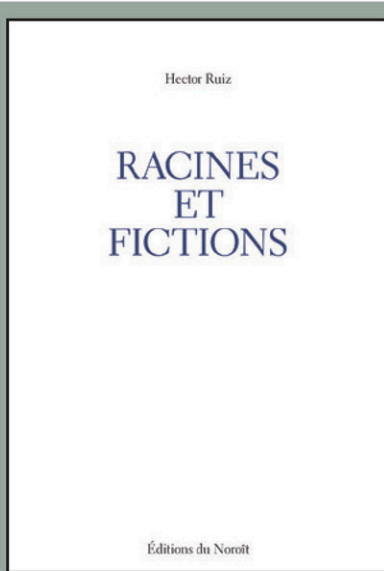
1. Voir Mathieu Auzanneau, *Or noir. La grande histoire du pétrole*, Paris, La Découverte, 2015.
2. Voir Miguel Amorós, « Nous, les anti-industriels », en ligne sur le site <piecesetmaindoeuvre.com>.

FIÈRE, AUTONOME ET ENGAGÉE!

NOUS CRÉONS L'AVENIR

FÉDÉRATION AUTONOME DE L'ENSEIGNEMENT

f t lafaie.qc.ca

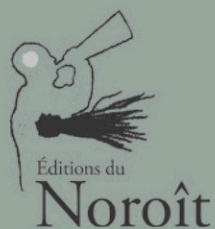


Elle cherchait je ne sais quoi dans ses poches quand une brume s'est déployée autour de nous. Hier, j'ai bu trois pintes. Ce matin, j'éprouve un arrière-goût. Dieu du ciel, un chien dans les débris, dire est points de suture, torsions du souffle à petite nuit.

Racines et fictions, Hector Ruiz

*«Ferme-la!» J'ai entendu : « Meurs!»
Disparaît l'avenir. Folle, elle dit :
«Ferme-la!» L'attentat frontal, radical.
Voyelles sauvages. Elle dit : «Ferme-la!»
S'éteint alors le sentiment d'exister. J'ai perdu
une amie, ses prophéties annonçant l'agonie.*

Les amitiés fragiles, Hugues Corriveau



www.lenoroit.com



Canada Council
for the Arts

Conseil des Arts
du Canada



librairie zone libre

indépendante et engagée depuis 1982

262 Sainte-Catherine Est



Berri-UQAM

zonelibre.ca



Pour une écologie intégrale

Román Guridi *

L'auteur, jésuite chilien, a publié *Écothéologie: vers un nouveau style de vie* (éditions de l'Université Alberto Hurtado, 2018)

La formulation des 17 objectifs de développement durable, établis par l'Assemblée générale des Nations unies en 2015, est un bon exemple de l'interconnexion des enjeux globaux auxquels la crise écologique nous confronte. Ces objectifs sont l'éradication de la pauvreté, la lutte contre la faim, l'égalité entre les sexes, les réductions des inégalités, l'accès à la santé, à une éducation de qualité, à l'eau potable et à des emplois décents, la lutte contre les changements climatiques, la consommation et la production responsables, la conservation et l'exploitation durables des océans, pour ne nommer que ceux-là. Clairement, les problèmes environnementaux ne peuvent être véritablement résolus indépendamment des problèmes qui affectent l'existence humaine et la société dans son ensemble. Ils forment un tout. On ne peut en aborder un efficacement sans tenir compte des autres.

La prise de conscience du lien inhérent entre les multiples défis écologiques a été progressive. Elle n'est pas encore pleinement acquise. C'est vrai aussi dans les domaines théologique et ecclésial, où il a fallu un certain temps pour reconnaître, d'une part, cette interdépendance des différents enjeux impliqués dans la crise écologique et, d'autre part, le rôle important que la religion doit assumer pour en discerner les conséquences dans nos vies. L'encyclique *Laudato si'*, à cet égard, représente une étape historique. Elle affirme clairement, en effet, qu'«il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale. Les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la nature» (n° 139). Pour penser cette étroite relation entre les dimensions humaine et sociale de la crise écologique, le pape François utilise la notion d'*écologie intégrale*, qui est la notion directrice qui traverse toute l'encyclique. L'ajout de l'adjectif *intégral* à *écologie* dit bien ce qu'on ne peut plus méconnaître quand on parle d'écologie, à savoir que cette dernière renvoie à l'imbrication d'une multitude de dimensions qui ne peuvent plus être réfléchies de manière isolée.

Comprendre cela est essentiel parce que la définition que nous donnons à l'écologie détermine directement notre manière de comprendre la crise écologique et d'identifier ses manifestations et les solutions potentielles. Beaucoup commettent l'erreur de réduire l'écologie – et par conséquent la crise écologique – à ses seules manifestations environnementales; les notions d'environnement et d'écologie leur apparaissent à tort comme interchangeables. Or, l'écologie a à voir avec la façon dont les êtres humains comprennent et vivent leur appartenance vitale à un réseau complexe d'interactions – à savoir que l'existence de chacun et ce que nous sommes dépendent d'autres personnes, d'êtres vivants, d'éléments et d'écosystèmes. C'est dire qu'elle

englobe toutes les dimensions des relations humaines et ne peut être réduite simplement à nos liens avec la nature.

Ces multiples dimensions qu'on peut regrouper en trois ensembles – les dimensions personnelle, sociale et environnementale – ne doivent pas être vues comme des compartiments étanches, mais plutôt comme des cercles concentriques qui interagissent les uns avec les autres et modèlent la représentation que l'humanité a d'elle-même ainsi que sa manière de vivre et d'habiter la Terre.

Ainsi, les différents enjeux environnementaux auxquels nous sommes confrontés ne peuvent éclipser les autres problèmes globaux – la pauvreté, la faim, la surpopulation, la surconsommation et la migration forcée de populations aux prises avec les bouleversements écologiques – ni les mettre en concurrence. L'épanouissement et le développement humains ne doivent pas être déconnectés de la vie et du bien-être des autres êtres vivants. À l'inverse, la préoccupation à l'égard de la nature et le soin qu'on lui porte n'impliquent d'aucune façon d'ignorer ou d'oublier les êtres humains. Il ne s'agit pas de choisir entre les enjeux écologiques et les enjeux sociaux. Vouloir opposer le développement humain et économique à la protection et au soin de la nature est un faux dilemme.

Lorsqu'on prend un à un les plus importants défis écologiques (tels que le réchauffement planétaire, la perte accélérée de la biodiversité, la pénurie d'eau douce, la sauvegarde globale de la sécurité alimentaire et la gestion des déchets), on constate la dimension sociale qui leur est inhérente. On peut voir comment celle-ci s'imbrique étroitement en chacun d'eux. Prenons l'exemple du traitement écologique des déchets. Ce n'est pas simplement une affaire technique. Cela exige de tenir compte du contexte social et culturel, des habitudes individuelles et collectives, des formes de consommation et du niveau de vie de la population. L'obsolescence programmée, autre exemple, est pour sa part liée à l'augmentation des déchets électroniques. Et les recherches montrent que le recyclage de ces déchets est destiné à certains pays africains, à l'Europe de l'Est et à l'Asie. Nous exportons ainsi un ensemble de problèmes vers des populations qui subissent les conséquences à notre place.

Il est difficile de réduire la quantité de déchets quand la durabilité des produits est délibérément sacrifiée sur l'autel du profit et que nous sommes constamment incités à remplacer nos appareils électroniques – encore en bon état – par de nouveaux modèles. Comme le précise l'encyclique *Laudato si'*, la «culture de déchet» dans laquelle nous évoluons nous oblige à questionner les valeurs qui la sous-tendent. Ainsi, se concentrer sur la seule dimension environnementale du traitement et de la gestion des déchets, en oubliant les dimensions personnelles et sociales qui lui sont sous-jacentes, risque de nous conduire à mal saisir les causes du problème et donc à nous tromper quant aux solutions. ☹

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.

2. In carcere

Texte: **Violaine Forest**

Photo: **Benoit Aquin**

Une soue à cochon, dirait sa mère ; elle se lave avec la suie. Voyage de foin, sur la tête ! De la limaille de fer ! De la broche en guise de cheveux ! Et vous voulez qu'on chante, qu'on marche droit ? Nos côtes se soulèvent à peine ! Vous pensez qu'on peut hurler avec ça ! On s'habitue au sol, à ne pas lever la tête, à ne pas regarder ce que fabriquent les autres. On trace des cheminées sur le papier qui nous sert de couverture.

Un homme chante sa mère disparue, il invente de toutes pièces un chant que tous reconnaissent, il invente sa mère aussi de toutes pièces. On peut prétendre n'importe quoi. Elle offre son enfant, mais il est mort, elle offre de l'eau, mais le puits est sec.

Elle ne peut se déprendre d'elle-même. Elle n'est que cette chose qui n'a jamais existé. Elle ne veut pas crier. Pas dire. À peine si elle murmure. Alors, prononcer son nom, vous imaginez ? Les consonnes c'est trop dur, il n'y a qu'une voyelle, un gémissement.

Surtout la nuit, quand elle s'enveloppe de papier de suie, sa nuit est peuplée d'oiseaux de proie. Il n'y a au centre du lieu ni échappatoire ni gloire, il n'y a rien que ce bruit perpétuel du crépitement des âmes qui s'élèvent du brasier.

Cette femme est une pierre dans le vent, elle cherche le souffle dans l'obscurité, toujours. Elle est incapable de voir plus loin sans son souffle – elle chante pour son fils, parti. Elle ne chante pas pour l'enfant, mais pour l'homme qu'il est devenu en une nuit et qui l'a quittée.

Elle dessine son absence avec des gestes brisés qui n'aboutissent qu'au sombre en elle, au repli.

Parfois, un rayon de soleil, le son d'une cascade, l'odeur d'un pré. Mais ça ne dure jamais longtemps. Alors elle respire mieux, entrouvre les yeux. Elle le cherche dans l'obscurité des cours à bois, partout elle le cherche, son petit. Sa berceuse l'empoisonne.

Elle n'a plus peur de tomber, elle rampe déjà. Son corps sent la terre. Au moindre souffle, elle se remet à chanter ; mais la plupart du temps on la confond avec ces grosses pierres qu'on trouve au milieu des champs et qu'il faut contourner avec les machines.

Pourtant, c'est là, dans cette immobilité qui respire, en rase campagne, que dissimulée, en plein jour, elle attend. Il ne s'est jamais retourné, elle se rappelle seulement un dernier repas, ses yeux qui mentaient en avalant sa soupe.

On ne peut pas crier dans l'eau, on ne peut qu'étirer le bras. Elle pense qu'à la naissance, c'était prévu, cette noyade dans le bac du lavoir, dans ce lac en eau profonde où les hommes buvaient, criaient, se moquaient bien de cette femme engloutie, submergée. Elle s'agrippe aux pieds des autres femmes, elle ne

sait comment les atteindre autrement, elle s'agrippe comme au bord d'un précipice, elle se laisse glisser, se jette dans le vide, se propulse elle-même vers l'arrière ; ce geste, elle ne le mesure plus, elle explose partout, elle crie, elle siffle, elle jure qu'elle s'en sortira cette fois qu'elle a une prise, elle ne respire plus, elle ne veut pas mourir, pas cette fois ! Elle connaît le geste d'enfermer, elle l'a vu venir, elle l'a vu faire. Elle le fait. Cette fois plus lentement. Jusqu'à ce que la femme ploie, supplie, se mette à genoux, elle ne veut pas lui faire de mal, elle ne fait que ce qu'elle sait faire le mieux, se hisser sur l'autre pour arriver à respirer.

Sa joue sur la pierre, aucun battement, le cœur sourd. Le sien ralenti par l'écoute du vide. Sa peau froide, apaisée par le ruisseau dans sa tête qui suit les veines du marbre. Le monde peut enfin respirer, les peurs se taisent, l'une après l'autre, déposées. Pourtant ce n'est qu'une jonction ; deux angles froids, l'un quittant le monde, l'autre l'ayant déjà quitté. Un endroit fragile en elle où tout peut basculer, dans un mouvement perpétuel.

Elle cherche la porte, sait que ce n'est pas une issue, elle est convaincue de ça, elle ne peut en sortir ; alors elle trouve réconfort dans les choses qu'elle connaît, l'odeur d'acier sur sa peau, le froid du métal, le son de la pluie sur la tôle qu'elle imagine comme une caresse de l'en-dehors.

Les charnières, les joints de métal, elle les touche du bout des doigts dans l'infiniment petit ; l'acier est une caresse, un soulagement, c'est le connu qui l'entoure ; ces sons qu'elle redoute et invente à la fois, la fissure dans le mur qu'elle frôle de son épaule pour en écouter le chant, une prière tiède de ruisseau en plain-chant quand le soleil a bien chauffé la pierre, elle le sait, les portes fermées, elle connaît, elle ne tente même pas de sortir.

Le froid la soulage. Le silence, le sombre, les cris qu'elle perçoit sont enveloppés, lointains. Tout lui est étrange. Seul le goutte à goutte qui chante sur le métal rythme son jour qui n'en finit pas, qui s'est immobilisé là, sous le panneau qui indique SORTIE.

Ne pas vouloir. Ne pas faire, penser à autre chose, en attendant que le jeu commence, elle reste en retrait, elle n'aime pas jouer, elle n'a pas appris.

Il se peut que l'inconnu soit plus réconfortant que toute tentative de souvenir. Elle y croit maintenant, à l'anéantissement, au si petit qu'il disparaît. Elle voudrait que la cendre la quitte, elle y revient toujours au petit en elle ; cette chose tue, dès l'enfance, les rires, les cris. Cela ferme tout chez elle ; le tambour dans sa tête. 🌀



Vaches nouvelles, chemin du Rapide-Plat Nord, Saint-Hyacinthe, 2015



les éditions du remue-ménage

[NOUVEAUTÉS · AUTOMNE 2019]

L'AGENDA DES FEMMES 2020

Merci pour l'eau : Culture et parité
CLARA LAMY (direction) et RAVY PUTH (illustration)

HÉTÉRO, L'ÉCOLE ?

Plaidoyer pour une éducation antioppressive à la sexualité
GABRIELLE RICHARD

LE BOYS CLUB

MARTINE DELVAUX

GUÉRILLA DE L'ORDINAIRE

MARIE-ÈVE MILOT et MARIE-CLAUDE ST-LAURENT

KINK

Initiation poétique au BDSM
PASCALE ST-ONGE et FRÉDÉRIC SASSEVILLE-PAINCHAUD

TOURNER SUR SOI EN TECHNICOLOR

MARIE-CHRISTINE LEMIEUX-COUTURE

LES RÈGLES... QUELLE AVENTURE !

ÉLISE THIÉBAUT et MIRION MALLE



illustration RAVY PUTH



Bernard Senécal

L'enracinement

L'auteur est jésuite et maître de Dharma dans la branche coréenne de l'école Zen (Rinzai)

Lévé au petit matin, aujourd'hui encore, je sors travailler aux champs revêtu du même vieux froc. À le voir, on dirait un habit d'arlequin ou une courtepointe, tant il est rapiécé. Au fil de ces 25 dernières années, son tissu s'est aminci. Les pièces successivement cousues pour en rapprocher les bords déchirés ont fini par se chevaucher, l'alourdissant toujours un peu. J'en ai pourtant plus d'une paire, y compris des neufs que m'ont fait parvenir certains bienfaiteurs, apparemment gênés à la vue de «cet homme portant des haillons en guise de pantalon». Quand mon froc préféré est dans la machine à laver ou accroché à un séchoir, j'en porte d'autres, mais sans l'incomparable joie que seule me donne le port de l'«original». Pourtant, au point où il en est, aucun fripier n'en voudrait. Pas même l'un de ces «guenilloux» qui, dans mon enfance, passaient encore dans les ruelles du quartier où habitait ma grand-mère maternelle, rue Saint-Denis à Montréal. Précurseurs du mouvement d'Emmaüs, ils se déplaçaient dans une charrette chargée de fripes et tirée par un cheval. Pour nous, gamins, chacun de leurs passages était un événement. En échange d'une pièce de cinq ou dix sous, nous pouvions leur donner nos vêtements usagés.

Mais quel est le ressort caché de cette obstination à toujours porter ces hardes en guise de vêtements? Où est la source secrète de la joie qu'eux seuls me procurent? Que trahit ce comportement irrationnel, cette fixation sur des haillons? Quelle névrose pourrait bien motiver cet attachement désordonné? D'autant plus que, à l'heure du ménage, ma communauté est toujours en manque de guenilles. Puis, ne me faudra-t-il pas en sortir et le quitter un jour, ne serait-ce qu'au moment de mourir, pour qu'enfin il trouve son chemin vers la poubelle? Il n'y a pas de place dans les vitrines des musées pour de telles fringues qui auraient pour étiquette: «pantalon porté pendant plus d'un quart de siècle par un inconnu entré dans les oubliettes de l'histoire».

À bien y réfléchir, ce comportement «bizarre» n'est qu'un signe extérieur d'une quête de continuité, d'un désir d'enracinement, qui donne sens à une existence qui risquerait sinon d'être vécue comme en pièces détachées. On dit qu'il suffit de passer cinq ans à l'étranger pour devenir définitivement déraciné. J'ai vécu au Québec pendant 19 ans; en France pendant 17 ans; puis en Corée pendant 30 ans, et j'y suis toujours. Je me surprends souvent à être assis en tailleur, au bord d'une table basse, occupé à manger avec des baguettes une nourriture exotique, en parlant une langue de la famille ouralo-altaïque, qui n'a strictement rien à voir avec le français, ma langue maternelle, ou avec l'anglais, ma première langue seconde. Au milieu de ce décor, mon vieux froc symbolise un pan d'histoire, un morceau de moi-même, une volonté d'articulation des événements en une vision qui leur donne un sens. Bref, un lieu d'enracinement quand le monde paraît tourner trop vite.

Selon le *Sutra du diamant*, l'esprit d'un *bodhisattva*, c'est-à-dire d'un être d'éveil, «s'élève sans s'attacher ni à ce qu'il voit, ni à ce qu'il entend, ni à ce qu'il sent, ni à ce qu'il goûte, ni à ce qu'il touche, ni même à ce qu'il pense». Selon cette doctrine bouddhique, dite de «sans fixation», il nous faut laisser notre esprit s'éveiller sans se fixer nulle part. Une telle pensée peut être comprise, en partie tout au moins, comme n'étant pas sans affinité avec les paroles adressées par Jésus à ses disciples au cours de la dernière Cène, dans l'Évangile de saint Jean, lorsqu'il leur dit: «Vous êtes du monde sans être du monde» (Jn 17, 14-18). Comprise selon cette double perspective, bouddhiste et chrétienne, l'existence humaine exige de nous à la fois un détachement complet et un engagement radical.

Contrairement à l'impression que peut donner sa lecture, le *Sutra du diamant* n'est pas une simple invitation à renoncer au monde pour s'en échapper, mais plutôt une exhortation à s'y investir correctement, c'est-à-dire sans jamais se laisser prendre au piège des apparences. En langage biblique, on dirait: sans sombrer dans l'idolâtrie du créé. Comme s'il s'agissait de tenir un équilibre paradoxal, sinon contradictoire entre la *négation* de l'existence du monde – parce qu'il est impermanent, ou vain, comme le dit Qohéleth dans la Bible – et son *affirmation* – parce qu'il faut pourtant y vivre. Autrement dit, la condition humaine exige que nous nous engagions à fond dans l'existence tout en étant pleinement conscient de notre mortalité.

Comprise selon cette double perspective, bouddhiste et chrétienne, l'existence humaine exige de nous à la fois un détachement complet et un engagement radical.

Beaucoup, pour ne pas dire la plupart des gens, préfèrent – ou préféreraient – mourir chez eux plutôt qu'à l'hôpital, et entourés de leurs proches, afin de quitter ce monde à partir d'un endroit connu, familier, là où ils se sont enracinés, avant leur grand départ vers l'inconnu de l'au-delà. C'est comme si le lieu de leur enracinement existentiel était le plus favorable de tous pour une entrée sereine dans l'éternité.

Dans l'Évangile, Jésus de Nazareth exprime cette tension entre attachement et détachement en disant de lui-même: «Le fils de l'homme n'a pas d'endroit où poser sa tête.» On peut le penser comme l'idéal concret et toujours inspirant d'un homme ayant su parfaitement concilier dans son existence humaine un double enracinement, à la fois dans le temps et dans l'éternité. ☺

Le droit au froid

SHEILA WATT-CLOUTIER

Traduit de l'anglais par Gérald Baril
Montréal, Écosociété, 2019, 356 p.

En Occident, le froid renvoie symboliquement à la nuit et à la mort alors que la chaleur évoque la vie. Ainsi, parler de droit au froid sonne comme un oxymore. Or, Sheila Watt-Cloutier montre merveilleusement bien comment la culture inuit est intimement liée au froid, à ses contraintes et à ses ressources, au point que le réchauffement climatique planétaire risque de compromettre la survie culturelle du peuple inuit. Comme elle l'explique à plusieurs reprises, sa protestation n'est pas d'abord écologique (même si elle insiste fortement sur cet aspect, la calotte glaciaire étant, comme elle le dit, le baromètre de la planète), mais avant tout politique, prenant appui sur les droits humains.

À travers le récit de la vie de Sheila Watt-Cloutier, nous découvrons la culture inuit. Watt est le nom de son grand-père, un Blanc qui a abandonné sa femme et ses trois enfants, comme tant d'autres. Quant à son père, elle ne connaît son identité qu'à 12 ans : un Blanc aussi, membre de la GRC. Sheila est donc profondément inuit de culture mais biologiquement métissée, ce qui lui posera certaines difficultés. Le récit est essentiellement chronologique : naissance à Kuujuaq en 1953, éducation primaire à Blanche, en Nouvelle-Écosse, puis secondaire à Churchill et collégiale à Ottawa. Sheila souhaite devenir médecin, mais son parcours scolaire pose problème. Elle revient à Kuujuaq et travaille à la clinique médicale. Elle s'engage dans la gestion de la commission scolaire Kativik. En 1974, elle se marie à Denis Cloutier. Le couple aura deux enfants et se séparera une dizaine d'années plus tard. Sheila devient employée à la commission scolaire, puis se fait élire présidente de la section canadienne du Conseil circumpolaire inuit. C'est le début d'une carrière internationale agitée et féconde où elle s'imposera comme une leader incontestée de la



culture des gens du froid et comme témoin de la menace que font peser les changements climatiques sur ces populations. En 2007, deux parlementaires norvégiens suggèrent sa candidature au prix Nobel de la paix, ce qui la propulse sur la scène médiatique.

Si la vie de Sheila Watt-Cloutier est captivante, la description qu'elle fait de la culture inuit, de sa cohérence interne et de ses valeurs l'est plus encore. Elle insiste beaucoup sur la nourriture en des termes étonnants. « Les morceaux de viande passés de main en main régalaient les enfants et les adultes, les femmes obtenant souvent les parties considérées comme les plus succulentes. Pour ma part, je raffolais du foie. Mais le moment attendu avec le plus d'impatience par les enfants était celui où nous pouvions nous rapprocher et plonger la main dans le corps ouvert du phoque, pour l'en ressortir les doigts couverts d'un sang riche et sucré que nous léchions comme si c'était du miel » (p. 44). Passage d'une force ethnologique remarquable dont l'écho revient tout au long du livre.

Perdre le lien avec l'environnement, la neige et les animaux, oublier les habiletés ancestrales, c'est un peu mourir. « Aussi difficile à saisir cela puisse-t-il être, la glace, pour nous Inuit, compte par-dessus tout. La glace est la vie » (p. 288). À signaler aussi, sur le plan anthropologique, la réflexion faite au chapitre 8 sur l'importance accordée par les Inuit à la réconciliation avec les anciens, y compris les morts.

L'auteure explique bien comment la pollution venant du Sud affecte les com-

munautés inuit, notamment en contaminant le lait maternel. Le combat pour la survie est donc loin d'être gagné. Le dernier chapitre montre les apories entre les promesses d'un développement du Nord à la manière du Sud (mines et énergie) et les difficultés d'une véritable transition culturelle.

Ce livre nous rend proches de ce Nord si vivant, si résistant.

André Beauchamp

Projet coopératif et christianisme social

ENZO PEZZINI

Bruxelles, Presses de l'Université
Saint-Louis, 2018, 326 p.

Docteur en sciences politiques et sociales, Enzo Pezzini présente dans ce livre une partie des résultats de sa thèse intitulée « Bien commun et démocratie économique. Enjeux éthiques et politiques de l'entreprise coopérative ». Il procède à l'analyse, en parallèle, de l'évolution du mouvement coopératif, depuis le XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui, et de l'histoire de la doctrine sociale de l'Église pendant la même période.

L'auteur ne cherche pas à démontrer que l'enseignement social de l'Église est à l'origine du mouvement coopératif – il reconnaît même que l'Église a tardé à l'appuyer –, mais qu'ils ont en commun « sept principes en action » : le *principe personnaliste* qui reconnaît la dignité de la personne humaine ; le *principe de subsidiarité* qui vise à activer les interactions entre le public, le privé, les corps intermédiaires et les familles ; le *principe de solidarité* qui consiste à être avec et pour l'autre ; le *principe du bien commun* qui comprend l'ensemble des conditions de vie sociale qui permettent aux personnes de s'accomplir ; le *principe de participation*,

étroitement lié à la démocratie et à la dignité de la personne; enfin, le *principe de la destination universelle des biens* qui vise à une économie plus juste et solidaire. Pour chacun de ces principes, l'auteur précise la contribution progressive de la doctrine sociale de l'Église à leur compréhension et les applications contextuelles qu'en ont faites les coopératives. De façon générale, la démonstration convainc. Les documents étudiés révèlent, selon les termes de Pezzini, une «coïncidence doctrinale».

Il appuie cette approche textuelle sur une présentation de «quelques-unes des figures marquantes de l'expérience coopérative, qui sont liées, d'une manière ou d'une autre, au solidarisme chrétien». Parmi les fondateurs de coopératives, on retrouve un grand nombre de prêtres, de pasteurs, de religieux et de moines de différentes traditions chrétiennes, préoccupés par la pauvreté et les besoins des populations auprès desquelles ils œuvraient. On porte attention aussi à des laïques engagés qui ont eu une influence significative et ont favorisé une expansion du coopérativisme hors frontières. L'auteur décrit brièvement des expériences réalisées dans un grand nombre de pays d'Europe et des Amériques, insistant sur les origines. Il laisse ainsi le lecteur sur sa faim, mais une très riche bibliographie permet à ce dernier de combler ses attentes.

En ce qui concerne l'expérience québécoise et canadienne, elle occupe une

dizaine de pages. On y traite entre autres d'Alphonse Desjardins et des Caisses populaires, du mouvement d'Antigonish et de ses programmes de formation sociale, du père Georges-Henri Lévesque, fondateur et premier doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, en scrutant sa position sur la déconfessionnalisation des coopératives.

Dans sa conclusion, Pezzini pose la question suivante: «Qu'est devenue la source chrétienne de la coopération en ce temps de crise des idéologies et des religions?» Il appelle à l'observation des faits et des événements. Il souligne que la prise de parole de l'Église en faveur des coopératives n'a jamais été aussi importante que depuis le pontificat de Jean-Paul II. Plus largement, il évoque le renouveau du mouvement communautaire qui a suscité de nombreuses expériences pour répondre à de nouveaux besoins: coopératives de travail, de production, de consommation, de services, d'épargne et de crédit, etc.; la coopérative étant «d'abord fille de la nécessité», selon les mots du sociologue Henri Desroche.

Jacques Racine

Jésus, l'homme qui préférait les femmes

CHRISTINE PEDOTTI
Paris, Albin Michel, 2018, 192 p.

Le titre est accrocheur, un brin provocateur. Mais l'ouvrage de la journaliste, féministe et écrivaine catholique Christine Pedotti est une étude rigoureuse et attentive des relations que Jésus noue avec les femmes et le monde féminin. À partir de textes de l'Évangile dont nous croyons déjà tout connaître, l'auteure dessine, par touches progressives, un Jésus non conformiste par son célibat même. Il continue à rompre avec les traditions de son milieu en regardant les femmes, en les admirant et en parlant avec elles, en les touchant et en se laissant lui-même toucher par elles, en les invitant à se libérer. Enfin, il partage avec elles son message, comme au matin de Pâques, en leur confiant l'annonce de la résurrection, avant même ses apôtres.

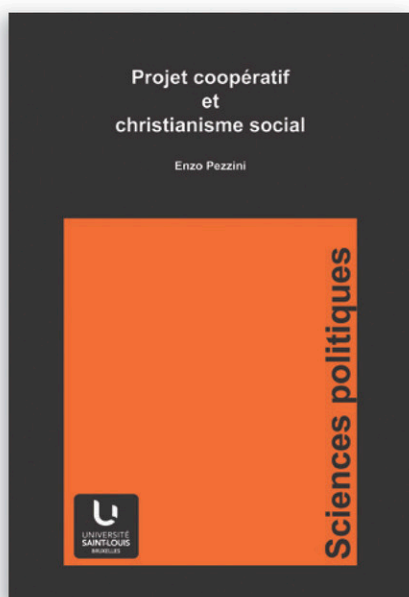
Ces récits de rencontres de Jésus avec



différentes femmes mettent en relief des dimensions qui sont en quelque sorte gommées par les interprétations habituelles des textes de l'Évangile. Par exemple, l'examen attentif de ce qu'on pourrait appeler le discours «inclusif» de Jésus nous montre qu'il fait constamment référence à l'univers féminin autant que masculin. Ou encore l'appellation de «fille d'Abraham», utilisée pour la première fois dans la Bible qui n'en avait jusque-là que pour «les fils d'Abraham», que Jésus va donner à la femme courbée, suggérant selon l'auteure que les femmes ne sont pas la propriété des hommes. Ou encore l'admiration que Jésus porte à la foi d'un nombre important de femmes, et notamment à celles tout en bas de l'échelle sociale, comme les veuves et les étrangères.

C'est à partir d'observations fines que prend forme un personnage étonnant, compte tenu de l'époque et du milieu, un homme qui traite les femmes comme des personnes à part entière, sans les enfermer dans leur rôle traditionnel d'épouse ou de mère. Cette attitude, qui n'a guère été retenue par la tradition ecclésiale, a beaucoup de sens aujourd'hui: Jésus n'était pas prisonnier des stéréotypes de genre!

Le dernier chapitre s'intitule «Les femmes préférées et oubliées». La description du processus d'effacement des personnages féminins de l'Évangile, notamment de Marie de Magdala, par la tradition catholique est convaincante et troublante. Mais pour ce qui est des «préférées» de Jésus, la démonstration apparaît plus faible, si ce n'est son



attention envers tous les laissés-pour-compte de la société.

Étrangement, l'auteure écarte une femme pourtant centrale dans la vie de Jésus et dans la tradition catholique: Marie, sa mère. Le chapitre qui lui est consacré n'aborde essentiellement que la manière dont la tradition a parlé d'elle: l'image stéréotypée de mère, de vierge et de femme obéissante. L'auteure n'interroge pas la relation de Jésus à Marie dans ce qu'elle pourrait nous révéler des relations de Jésus avec les femmes. C'est une lacune.

Ce qui est certain, c'est que ce portrait de Jésus révèle une capacité de bienveillance et de tendresse bouleversante à travers des amitiés fortes et égalitaires avec les femmes. On sent l'auteure sensible à ce Jésus, beaucoup plus charnel et capable d'intimité que l'image qui nous en est habituellement transmise par la tradition, mettant l'accent sur sa force de caractère et son autorité. C'est là une des grandes qualités de cet ouvrage.

Enfin, ce nouveau regard sur Jésus montre bien que le rôle de soumission qui est encore largement assigné aux femmes dans le christianisme, comme dans la plupart des autres traditions religieuses, ne découle pas de Jésus mais des préjugés patriarcaux que l'Église a préféré adopter plutôt que de proclamer la libération des femmes comme Jésus l'avait fait. L'eût-elle suivi, un autre monde aurait sans doute été possible...

Claire Doran

Qui sommes-nous pour être découragées?

PASCALE DUFOUR
ET LORRAINE GUAY

Montréal, Écosociété, 2019, 253 p.

Voulant contribuer à préserver la mémoire militante des mouvements sociaux, Pascale Dufour, professeure de science politique à l'Université de Montréal, s'est longuement entretenue avec Lorraine Guay pour nous offrir ce fascinant récit de vie. Le portrait dressé ici de cette figure de proue du mouvement communautaire autonome a certainement de quoi inspirer toutes les personnes qui le liront.



Le livre présente, en alternance, des chapitres à caractère biographique et d'autres relevant davantage de la philosophie politique, c'est-à-dire centrés sur l'itinéraire idéologique de Lorraine Guay et sur les ressorts normatifs de son militantisme.

Au plan biographique, les segments les plus significatifs du livre sont le chapitre sur son adolescence – où, à l'âge de 15 ans, elle amorce son engagement social avec la Jeunesse étudiante catholique – et son entrée dans la vie adulte; celui sur le quart de siècle qu'elle a consacré à la santé communautaire (d'abord à la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles, ensuite au Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec); enfin, celui sur la solidarité internationale.

On se délectera chemin faisant d'un certain nombre d'anecdotes savoureuses. Par exemple, dès l'âge de 17 ans, alors que la Révolution tranquille se met en branle, Lorraine fait la pluie et le beau temps avec ses camarades à l'école normale. Le personnel de l'établissement, encore à cette époque largement issu du clergé, l'a dans sa mire, ce qui lui vaudra d'être expulsée.

On suivra également avec fébrilité le récit de son aventure comme infirmière dans le maquis salvadorien, aux côtés des guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale, en 1983. Pendant huit mois, séparée de ses enfants alors âgés de trois et huit ans, Lorraine Guay se fond dans le décor du Cerro de Guazapa, vivant intensément les émotions et les contradictions induites par la lutte révolutionnaire.

Plusieurs chapitres servent davantage à décrire le cheminement intellectuel autodidacte de Lorraine Guay. Issue du catholicisme social, elle connaîtra – comme tant de gens à gauche – une trajectoire politique très riche, faite de nuances et d'ambivalences. Tout en ayant rompu radicalement avec l'Église, elle continuera par exemple d'afficher un engagement sociopolitique mû par une quête de transcendance.

Sa conception de l'action politique est ample et inclusive. En outre, on peut percevoir une ouverture à la diversité des tactiques, Lorraine Guay refuse de condamner un moyen d'action pour le seul motif qu'il serait violent. Elle assume autant l'héritage des luttes de libération nationale que celui de Mai 1968 ou du Printemps érable.

Sa conversion tardive au féminisme est assez représentative du parcours laborieux qu'ont pu emprunter de larges segments de la gauche québécoise. Il en va de la sorte au fil de plusieurs autres réflexions personnelles dont ce livre est le témoin, que ce soit sur la laïcité, l'indépendance du Québec, la politique partisane ou l'articulation à établir entre action autonome des mouvements sociaux et participation à la prise de décision étatique. Ainsi, à travers le parcours singulier de Lorraine Guay, on a accès à une forme de synthèse de l'évolution idéologique de la gauche québécoise, avec ses hésitations, ses doutes, ses paradoxes, mais aussi ses avancées et son processus de maturation politique.

Au final, il faut aussi saluer le travail des éditeurs qui, comme Écosociété, se donnent la peine, depuis quelques années déjà, de documenter la contribution généreuse des «grandes pointures» des mouvements sociaux québécois. Lorraine Guay est indubitablement l'une d'elles et ce livre a le mérite supplémentaire de lui rendre hommage de son vivant.

Philippe Boudreau

Debouttes!

RÉALISATION: JENNY CARTWRIGHT

Production: Karine Dubois et Marie-Pierre Corriveau

Québec, 2019, 48 min.

En octobre 1971, alors que le juge Nichols s'apprête à rendre sa sentence dans le procès des felquistes Francis Simard, Bernard Lortie, Paul et Jacques Rose, sept femmes du Front de libération des femmes du Québec (FLF) se jettent sur les bancs des jurés. «La justice c'est d'la mardel!», scandent-elles, dénonçant le fait que les femmes n'aient pas le droit de faire partie d'un jury. Deux semaines plus tard, ce droit sera accordé aux femmes. Or, comme le déplore Marjolaine Péloquin dans le documentaire audio de Jenny Cartwright, cet événement pourtant déterminant dans l'histoire du système de justice québécois, même les historiennes féministes l'ont occulté.

Autant l'admettre d'emblée: je n'avais pas beaucoup d'attentes avant d'écouter *Debouttes!* Que pourrait m'apprendre de nouveau ce documentaire sur cette période de fomentation et d'action du féminisme québécois, moi qui étudie ce mouvement depuis quelques années déjà? Le développement chronologique des événements, depuis la formation du Front de libération des femmes du Québec jusqu'à sa dissolution, est très connu. Cependant, en écoutant ce superbe documentaire audio, je me suis rendue à l'évidence: j'avais encore beaucoup à apprendre sur le sujet, en particulier en ce qui concerne la trajectoire individuelle des militantes engagées dans l'action de 1971 pour faire changer la Loi des jurés.

C'est la perspective intimiste, de l'ordre du témoignage et de l'histoire orale, qui fait le grand intérêt de la proposition. Les deux militantes interviewées, Marjolaine Péloquin, du FLF, et Louise Balcer, sympathisante du Front de libération du Québec (FLQ), nous racontent leur expérience à cette époque de grands bouleversements sociaux et d'actions collectives. «Je viens d'une famille de gars, aussi. Et j'ai vu ma mère servante, au service de sa famille, de son mari.» Cette expérience personnelle



de l'oppression est l'assise sur laquelle s'érigent le militantisme et la conscience féministe de Péloquin. L'éducation politique des deux militantes se fait au sein du mouvement des femmes, pour l'une, et à la Maison du pêcheur, fondée par les frères Rose et Francis Simard à Percé, pour l'autre. *Debouttes!* donne à comprendre qu'il est crucial de penser ces Fronts de libération comme s'inscrivant dans la foulée d'une réflexion de fond traversée par la pensée postcoloniale.

Comme en témoignent Balcer et Péloquin, si les groupes militants de l'époque ont véritablement été un terrain fertile pour l'action collective, ils représentaient aussi des lieux où la pensée et l'action intellectuelles étaient placées à l'avant-plan. À cet égard, les événements d'octobre 1970 ont sans doute gommé l'importance et la portée critique du discours du FLQ. Mais, comme le fait *Debouttes!*, il faut rappeler qu'à la Maison du pêcheur, où Balcer a séjourné, la formation intellectuelle et politique était priorisée. Les lectures et les discussions permettaient de comprendre de manière critique l'engagement politique. Durant cette période, pas si lointaine, réfléchir, écrire et prendre la parole (en particulier pour les femmes) représentaient une part fondamentale de l'action elle-même. À cet effet, les témoignages de Balcer et de Péloquin

sont éloquentes et soutenus par une narration sensible – œuvre de l'écrivaine Marjolaine Beauchamp – superbement assurée par Elkahna Talbi. Les références intertextuelles à Miron et à Leclerc, les extraits de chansons de Marie Savard et de Pauline Julien, en plus du collage d'archives sonores, nous donnent à comprendre la détermination qu'avaient les groupes militants de l'époque – et les féministes du FLF en particulier, qui résistaient à une oppression colonialiste, patriarcale et classiste dont la prise de conscience les a poussées à l'action directe.

S'il est important de sortir de l'ombre l'événement historique de l'action des «jurées», il s'agit aussi d'un beau prétexte, sur le plan narratif, pour effectuer une lecture croisée des actions et des discours des deux mouvements que sont le Front de libération du Québec et le Front de libération des femmes du Québec. Non seulement cette lecture est-elle inédite, mais elle permet aussi une compréhension approfondie du contexte social et politique de cette époque d'échanges et de courage.

Marie-Andrée Bergeron

Zones de colère

L'auteure est écrivaine

Aéroport de Saint-Paul, Minnesota. Comme à chacun de mes séjours aux États-Unis, je repartais avec ce sentiment étrange de ne pas avoir les clés pour comprendre cette société que je côtoie depuis tant d'années. À chacun de mes voyages dans ce pays, il m'était impossible de réfréner ma hâte de repartir.

Dans ce maelstrom, je me mis à penser à C., ce professeur de musique avec lequel j'avais longuement discuté deux jours auparavant, au cours d'un souper qui avait suivi une de mes présentations à l'Université Saint-Paul. Fils d'un pasteur méthodiste réputé pour sa bigoterie, ses sermons-fleuves et son intransigeance aveugle, C. avait vécu, jusqu'à l'adolescence, dans un univers sec, froid et austère, au fin fond de l'Arizona. Le puritanisme dans lequel il avait baigné lui avait à coup sûr laissé un pli ineffaçable qu'aucun excès de bonne conscience ne parviendrait à vaincre.

Nous venions de faire connaissance, ce soir-là, et nous avons fait ensemble le tour du monde, soupesant, débattant des questions de l'heure, les mêmes, disions-nous, qui nous préoccupaient depuis toujours: le tiers-monde, la politique étrangère étasunienne, les rapports Nord-Sud, le colonialisme, le néocolonialisme, les droits humains, le racisme. C. était intarissable, content de trouver une oreille attentive. Et moi, j'avais beau éprouver un plaisir réel en sa compagnie, je ne pouvais m'empêcher de lui exposer sans ménagements la liste de mes griefs contre un système qui, arguais-je, nous rend tous si vulnérables et affaiblit les nations qui osent lui tenir tête – un système qui brandit pour seule devise l'économisme et la marchandisation, et dont la rapacité est telle qu'il ne peut aboutir qu'à l'autodestruction.

Au milieu de la conversation, je sentis ma colère rejoindre celle du passé en un aveuglant mélange. Soudain, je n'arrivais plus à voir C. en tant que tel. Devant moi se tenaient ces États-Unis qui ont réclamé de tant de nations asservissement et

sujétion, les forçant, dans le silence absolu, à courber l'échine. Il n'existe, lui ai-je dit, ni limites, ni garde-fous; ta nation a été érigée grâce à la force brute et à la dépossession violente d'autres nations, elle ne connaît d'autre langage que celui destiné aux intérêts de classe, politiques ou économiques.

Mon interlocuteur paraissait plongé dans une confusion totale, semblant se demander si je ne le confondais pas avec quelqu'un d'autre. Une question n'attendait pas l'autre, j'étais lancée: dis-moi, les intellectuels de ton pays, quelle est leur fonction, où sont-ils? Seraient-ils tous blasés, paralysés, enfouis dans le silence, pris au piège de l'inaction? Et ces fontaines du savoir que sont les universités, à quoi servent-elles véritablement? Le visage de C. en disait long sur ce qu'il pensait de ma diatribe: «Encore une utopiste engluée dans sa colère!» Il n'avait pas prononcé les mots, mais je les avais entendus. Comme tant d'autres fois, en d'autres lieux, mais dans les mêmes circonstances: trop critique, je n'avais qu'une conception binaire de la marche du monde. Pire, je souffrais d'un «excès de mémoire». Moi, j'entendais ceci: «Dans ce monde, nul espace pour crier la souffrance, exprimer son dégoût, son besoin d'espoir.»

Savez-vous, C., lui ai-je dit, que la souffrance régit l'existence de la majorité des habitants de la planète? Construite, organisée, elle n'est ni lubie, ni chimère. Aussi réelle que l'amour de la musique que vous portez en vous, elle est sans doute même plus vraie que l'enseignement que vous transmettez avec tant de passion; car la transmission du savoir, même artistique, ne peut être que bousillée et asphyxiée par l'obsession du profit et de la rentabilité qui sont les socles du système tout entier.

Comme un drogué réclame sa dose, j'avais soif d'espoir. Je voulais de toutes mes forces que mon interlocuteur me procure un faisceau de lumière auquel je pourrais accrocher mon regard.

Marie-Célie Agnant



Je vous parle de la colère et du silence, C., de cette colère qui n'est pas l'invention d'esprits chagrins; elle n'a pas vu le jour dans un univers factice, elle a été façonnée dans une entreprise savante de déshumanisation totale de certains groupes jugés inférieurs. Cette colère qui est tout, sauf anhistorique, continuera à bourgeonner, aussi longtemps qu'on ne combattra pas l'idéologie suprématiste, socle de l'oppression qui nous accable. Vous faites la sourde oreille, tandis qu'elle gronde tel un ouragan déchaîné. Elle grondera aussi longtemps que la situation vécue par un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants dans ce pays ne heurtera pas la sensibilité de ceux qui les dominent. Ni obsession, ni hantise, encore moins affection lointaine dont pâtissent uniquement les dépossédés du tiers-monde, elle explosera sans aucun égard et brûlera aussi longtemps que les intellectuels de ce pays cautionneront le silence qui entoure l'incarcération de gens tels Léonard Pelletier, cet amérindien prisonnier politique, emmuré, depuis près de 50 ans, dans l'oubli et le silence.

Le soir tombait, le restaurant semblait s'assoupir, les bruits s'étaient tus. C. s'était mis debout, avec peine, je crois. Il paraissait un rien dégingandé, avec sa veste trop ample, ses bras beaucoup trop longs, et ce chapeau qui lui donnait un air de Leonard Cohen esseulé sur une scène. Le dilemme, me dit-il, est que cet ordre moral instauré par l'oppresseur, et qui fait de lui le maître innocent, lui confère du même coup l'absolution, comme l'écrit Albert Memmi. Absolution validée, acceptée par l'opprimé tant qu'il ne confronte pas ledit maître. Le silence devenant soudain trop lourd à supporter, C. le brisa en me rappelant ma promesse de lui écrire. L'amitié aussi s'apprend, me dit-il, en me serrant délicatement les mains. ©



LES COURRIERS **DU DEVOIR**



Chaque jour,

nos journalistes vous livrent
le meilleur de l'information.
Gratuitement dans votre
boîte courriel.

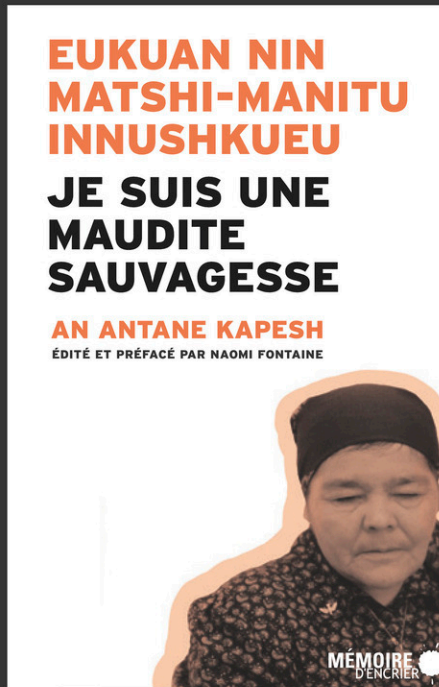


Abonnez-vous !



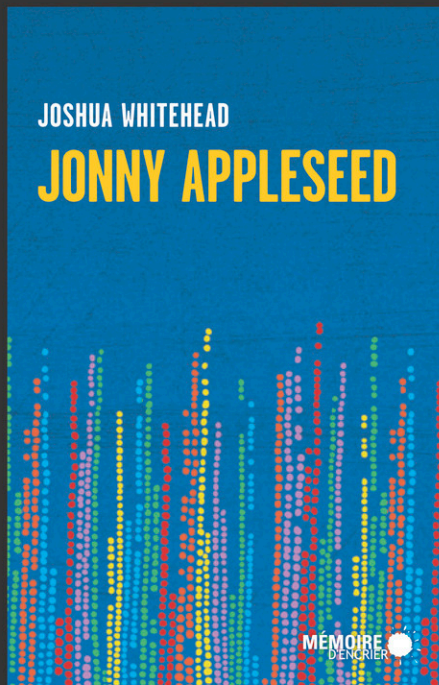
LeDevoir.com/infolettres

LEDEVOIR



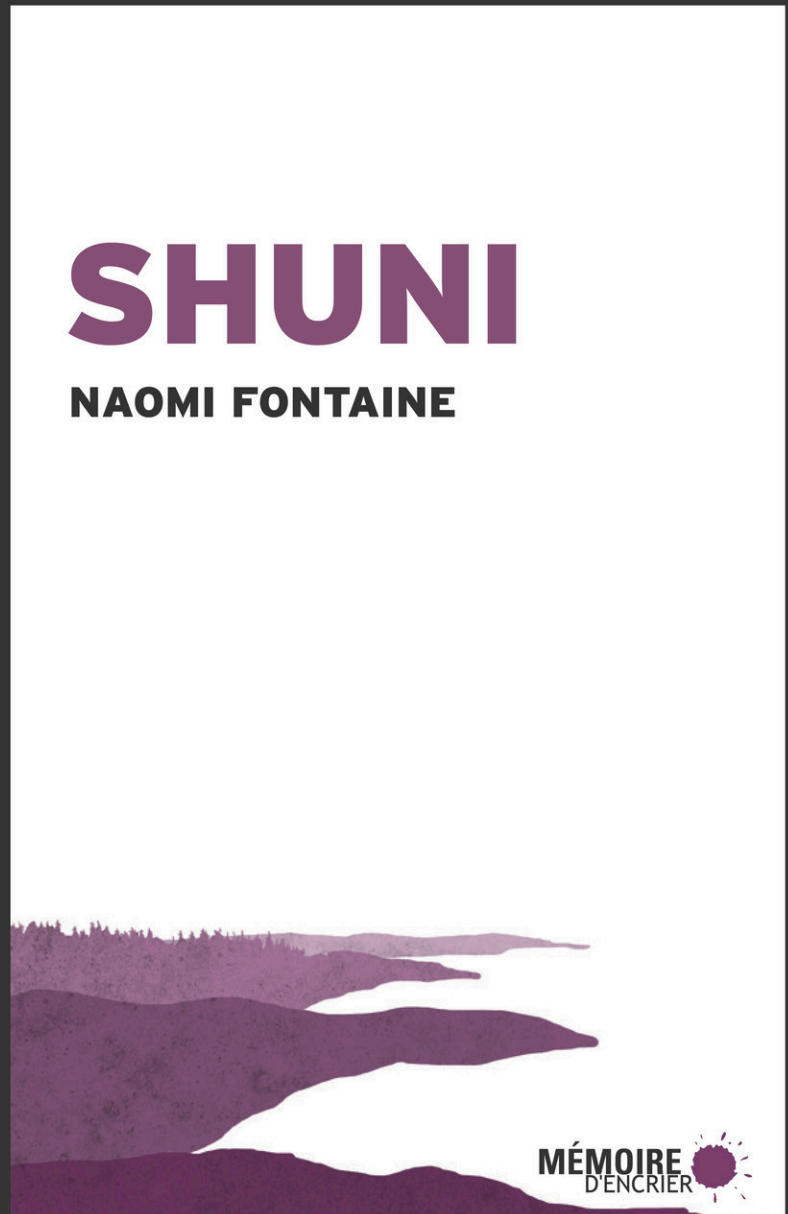
Ce livre, c'est le cadeau précieux
qu'on offre à l'histoire.

Naomi Fontaine



Jonny Appleseed, ce premier roman,
n'est rien de moins qu'un miracle.

Canadian Art



Un incontournable.
Ce livre vaut mille statistiques.